

N^o. 183.

16. de la Convention Nationale.

RÉVOLUTIONS
DE PARIS,
DÉDIÉES A LA NATION.

AN SECOND DE LA RÉPUBLIQUE.

QUINZIÈME TRIMESTRE.

Avec gravures et cartes des départemens.

Les grands ne nous paroissent grands
que parce que nous sommes à genoux.
..... Levons-nous



DU 5 AU 12 JANVIER 1793.

Vilette, Gauthier & Lafage.

CHARLES VILETTE, marquis en 1789, législateur en 1792, & bel-esprit en tout temps, s'est chargé, depuis deux années, de boucher les trous dans la *Chronique*. Il n'y a pas d'inconvénient à cela : bien au contraire, les oisifs des cafés s'en amusent par fois. Du haut de son petit jardin aérien du quai Voltaire, Charles le myope,
N^o. 183. Tome 15.

tous les matins , à l'aide de sa lorgnette ; passe Paris en revue , & dit son mot sur tout ce qui lui saute aux yeux. Dernièrement encore , il faisoit sentir à la commune la nécessité d'avoir des latrines publiques ; mais il n'est pas tous les jours d'humeur aussi philanthropique. Vers la fin de décembre dernier , il s'avisa de remettre sur le tapis le 2 septembre , & de crier haro sur les factieux qui empêchent le retour du luxe. Comme un autre Jonas , il prédisoit à la Ninive de France que l'herbe bientôt alloit croître dans les rues , & que son cher faubourg Saint - Germain deviendrait une Thébàide ; le tout assaisonné d'intentions calomnieuses & d'expressions dénigrantes dirigées contre les Parisiens & leur commune. Il y avoit pourtant quelque chose de vrai dans tout cela ; mais il est dur de recevoir des leçons de mœurs & de civisme d'un monsieur de Vilette. Deux sections prirent donc au sérieux les licences poétiques du ci - devant marquis , dont il ne falloit que rire ; & sans se rappeler que Vilette est comme tout autre sous la sauve-garde de la liberté de la presse & des opinions , dénoncèrent inconsidérément la feuille & l'auteur de la petite lettre au conseil-général de la commune. C'étoit mal justifier l'utilité de la permanence des assemblées primaires , qu'on commence à contester dans la convention.

Il faut rendre justice à la commune. Cette dénonciation ne fut point accueillie à l'unanimité des suffrages. Boucher-René , Lebois & Gatray étoient d'avis de passer à l'ordre du jour , & d'en référer à l'opinion publique ; mais le plus grand nombre adopta le réquisitoire d'Hébert , substitut du procureur de la commune. Il fut donc arrêté , sur les conclusions du *Père Duchêne* , que Charles Vilette seroit cité au tribunal de police municipale , & l'acte en fut expédié au nom d'Anaxagoras Chaumet , qui ignoroit cette violation des principes , dont on rendoit sa magistrature responsable. Cela se passoit le 28 décembre. Le prétendu délit étoit de la veille. Le procureur de la commune vint le 30 manifester au conseil-général son opinion sur cette misérable affaire , qui n'étoit encore que dans ses bureaux. Il s'en expliqua peut-être un peu trop dans le style de son devancier. Un défenseur constitué des droits du peuple ne doit pas se permettre les faillies d'un pamphlétaire :

« Un calomniateur a peint la commune de
 » Paris sous les plus noires couleurs ; il ne restoit plus
 » à Charles Vilette que de se découvrir de ce côté-là ».

Ce sarcasme figureroit avec avantage dans la Chronique, en réponse à l'épître de M. Vilette ; mais elle est bien meslée dans la bouche d'un magistrat : du reste, Anaxagoras Chaumet tint bon & défendit de tout son pouvoir la franchise des opinions.

« Je regarde en ce moment, dit-il, comme une fonction très-pénible d'être obligé de lutter contre un pamphlet.... C'est pourquoi je conclus à ce que nous
 » allions tous porter à la convention nationale le vœu
 » de cette grande cité, qui est tout pour la liberté, l'égalité, le maintien des principes & la défense des
 » lois ».

Jusque là, la faute grave du conseil-général de la commune n'étoit pas encore consommée, & il n'en eût plus été question, si Chaumet avoit apporté plus de soins aux détails de cette affaire, s'il avoit été lui-même retirer des mains des commis du secrétaire-greffier l'arrêté antérieur pris sur le *conclusum* de son substitut Hébert ; & la chose en valoit la peine. Dans des circonstances pareilles, le magistrat ne doit s'en rapporter qu'à lui ; car enfin il s'agissoit de prévenir un grand scandale, & d'arrêter un délit qui pouvoit avoir les suites les plus fâcheuses. La liberté de penser violée par la première commune de la république ! En accordant au procureur qu'il y a de grands coupables, & que les commis de ses bureaux ne sont pas exempts de reproches, lui-même ne l'est pas non plus. Ce n'est pas assez de déclamer contre une fausse mesure solennellement prise pendant son absence. Puisqu'il n'étoit pas à son poste quand Hébert commit la faute, c'étoit à Chaumet de s'assurer de ce qui étoit fait & de ce qui restoit à faire. D'ailleurs Gorfas lui impute à crime, avec justice, de ne s'être pas rappelé un décret de la convention, qui prescrivit le terme de vingt-quatre heures pour l'instruire des mandats à décerner contre ses membres. C'est d'un bien mauvais exemple pour le reste de l'empire de voir le conseil-général de la commune de Paris, son procureur & son substitut, ignorer les lois d'après lesquelles ils doivent agir, & citer à leur tribunal, à tort & à travers, sans souci des formes à observer. Les citoyens n'apprendront

pas cette conduite coupable de la municipalité ; sans faire des retours sur eux-mêmes , & frémiront de se voir exposés à perdre la liberté sous les prétextes les plus frivoles.

L'acte de citation signifié à Vilette le somme de comparoître au tribunal de police , pour répondre aux conclusions qu'on prendra contre lui , au sujet de *de sa lettre contenant des expressions & des tours de phrase anti-civiques.*

Affurément on ne pouvoit pas donner plus beau jeu à Vilette de faire un esclandre ; citer un citoyen à un tribunal pour des *tours de phrase !....* L'abbé Syeyes & Chapelier , connus par les atteintes qu'ils ont portées à la liberté des opinions & de la presse , ne s'étoient pas avisés d'un despotisme aussi grossier , d'une inquisition de cette force ; aussi il faut voir comme Vilette a su en profiter pour faire tancer la commune de Paris dans la personne de son procureur ; très-innocent de cette monstrueuse procédure , qu'il auroit pu étouffer à sa naissance. Il auroit dû , en plein conseil général , s'élever avec indignation contre l'ignorance de son substitut , & faire retomber sur lui seul le déshonneur dont un tel arrêté flétrissoit la commune ; il auroit dû , l'acte de citation à la main , interpeller Hébert , & demander qu'il fût dépouillé de l'écharpe municipale , pour avoir violé la déclaration des droits de l'homme.

Il faut que le père *Duchêne Hébert* soit encore bien novice , bien inepte ! Et pourtant qui plus que lui a besoin de cette liberté de penser qui garantit les *tours de phrase* quelconques de toute censure , de toute peine ? Peut-on libeller ainsi un acte , une sommation faite à un citoyen ?.... Et c'est en 1793 , l'an quatrième de la liberté , qu'on se permet des violations aussi révoltantes ? Est-ce ainsi qu'on parviendra à faire respecter la commune de Paris , & que l'on répondra aux attaques qui lui sont portées de toutes parts ! Un autre que Vilette , un bon citoyen qui se seroit respecté dans la personne de ses magistrats , au lieu d'ébruiter davantage la conduite révoltante de la commune à son égard , se seroit empressé d'avertir fraternellement le procureur Chaumet de l'attentat porté en son nom à la liberté de la presse. Cette démarche généreuse & sage eût été une leçon pour Chaumet , Hébert & toute la commune , & eût produit le meilleur effet.

Au lieu de cela, Vilette & sa Chronique, trop heureux de trouver l'occasion de faire un peu de bruit, publient avec une affectation & une importance ridicule une réponse bien longue, bien pédante, au petit exploit signifié par l'huissier de la rue des Marmouzets, & se hâtent de la faire déposer sur le bureau du président de la convention. Grand tapage! C'est Salle qui se charge de la vindicte de Vilette, affligé depuis huit mois d'une extinction de voix. Il est à présumer que la présence du plaignant n'eût rien moins qu'ajouté à la gravité de la plainte. On lit les pièces de ce grand procès; toute la convention s'agite & frémit de l'outrage qui lui est porté par la commune de Paris dans la personne de l'un de ses membres les plus estimables, les plus dignes de considération. Chacun veut placer son mot. *Je demande qu'on fasse un grand exemple*, dit Kersaint, *pénétré d'une indignation profonde*. Il faut qu'à l'instant même, dit Lanjuinais, l'assemblée venge la majesté nationale; & moi, disent Guadet & Desmoulins, je demande un décret d'accusation contre Chaumet-Larivière. On remarquera qu'aucun ne rappela les principes, & ne réclama en faveur de la liberté des opinions & de la presse. Les députés ne pensèrent qu'à eux, ne virent qu'eux dans cette affaire. Il eût été pourtant plus convenable de donner la préférence à la déclaration des droits de l'homme, violée avec éclat dans le réquisitoire du substitut du procureur de la commune. Ordre est signifié à celui-ci de comparoître à la barre, le jour même, à la séance du soir.

Chaumet, pour sa justification personnelle, se retrancha sur l'improbation éclatante qu'il avoit donnée dans le conseil général de la commune au mandat d'arrêt décerné par la municipalité, sur les conclusions de son substitut Hébert. « Aussi-tôt que j'en ai eu connoissance, j'ai été » le premier à parler en faveur de la liberté de la presse » & des opinions; j'ai dit que nous ne devons nous » servir d'autres armes, *même contre les libelles incendiaires*, » que du flambeau de la raison pour les brûler.

Le procureur de la commune s'écarte lui-même des principes dans sa foible défense: en parlant de *libelles incendiaires*, il porte déjà un jugement sur la nature d'un écrit quelconque, & c'est ce que le magistrat doit laisser prononcer en toute liberté par l'opinion publique, à qui seule appartient d'en connoître & d'en faire justice.

Le discours de Chaumet à la barre de la convention est peu satisfaisant ; ce ne pouvoit guère être autrement. S'il lui fut aisé de se disculper du délit commis envers la liberté des opinions & de la presse par son substitut, pour lequel pourtant il est solidaire, comment pouvoit-il justifier sa coupable incurie, son défaut de surveillance pour ce qui se passe dans les bureaux du secrétaire-greffier ? L'incurie d'un magistrat qui tient dans ses mains l'honneur, la liberté, & même la vie des citoyens, est un crime que rien ne peut pallier ; un magistrat négligent fait autant de mal qu'un magistrat ignare. Tout se fait à la réquisition du procureur de la commune ; c'est la cheville ouvrière de la municipalité : à l'une des dernières séances du conseil-général, un membre l'accusoit de peu d'assiduité à son parquet ; probablement l'aventure de Vilette le rendra plus exact à ses fonctions, & la commune plus réservée ; il ne pouvoit lui arriver chose plus désagréable sous tous les rapports. La circonstance où elle-même s'est mise est des plus critiques, sur-tout dans un moment où toute la république, mal prévenue sur son compte, épiluche toutes ses délibérations & pèse tous ses arrêtés. N'est-il pas en effet humiliant pour elle de se voir dénoncer par un M. de Vilette, & de n'avoir rien à répliquer pour sa justification ? Il est fâcheux d'être mis dans son tort par ceux avec lesquels il n'y a pas même d'honneur à avoir raison. Dans le fond, les patriotes sauront toujours bien à quoi s'en tenir ; le héros de l'affaire n'en retirera pas plus d'estime, & ne fera pas changer l'opinion sur son compte, sa réputation est faite ; il en a pour la vie : mais c'est précisément à cause de l'existence morale & civile de cet individu, qu'il importoit à la municipalité de faire preuve d'un grand respect pour les formes, & de rendre hommage aux principes dont elles sont les gardiennes ; il falloit se piquer de garantir les franchises de la presse & de l'opinion à ce bel-esprit qui en usoit si mal. Le conseil de la commune devoit repousser avec dédain les dénonciations qu'on lui apportoit contre le pamphlet-Vilette, & renvoyer les dénonciateurs purement & simplement aux articles X & XI de la déclaration des droits de l'homme & du citoyen. L'ordre public, assurément, ne pouvoit être troublé par la manifestation des idées qui passent par la tête de M. de Vilette ; assurément il n'est pas en son

pouvoir d'avilir les autorités constituées. Mais nous répéterons, en finissant, que la conduite de la commune est très-répréhensible : conseil-général, procureur, substitut, secrétaire-greffier, commis, tous sont coupables, & d'autant plus mal-adroits, qu'ils ont fourni contre eux des armes aux ennemis qu'ils ont à la convention & ailleurs. Marat voit dans cette affaire une machination tendante à venger Roland. Il est plus vraisemblable que c'est un piège tendu d'abord aux sections, puis à la commune, pour tâter les nouveaux magistrats, & s'ils ne sont point sur leurs gardes, les livrer à la censure de la convention & au mépris des départemens; & ce piège n'a que trop bien réussi.

Mais nos législateurs ont-ils bonne grace de faire tant de bruit, & de menacer de tout le poids de leur colère la commune de Paris pour un délit dont ils lui ont donné l'exemple les premiers, en incarcérant deux journalistes, le petit Gauthier & la pie Lafage ? Faut-il donc le redire encore à Tallien, Robert, Coupé, Chabot ? & la liberté indéfinie de la presse doit-elle être plus respectée dans la personne de Vilette que dans celles du petit Gauthier & la Pie ? Les principes ne connoissent ni exceptions, ni acceptions.

Le comité de sûreté générale, sans s'informer s'il se trouvera une loi de faite pour juger les deux folliculaires, provisoirement donne ordre de les emprisonner comme auteurs de libelles ; mais voilà que le ministre de la justice s'en vient dire à la convention qu'il faut les relâcher, attendu que l'opinion est le seul tribunal qui puisse connoître d'un délit contre lequel il n'existe aucune loi : en sorte que nos deux détenus, le jour même de leur sortie, seront en droit d'imprimer & d'afficher : Citoyens ! vos députés sont tout aussi despotes que Louis XVI & Breteuil. En vertu de la déclaration des droits de l'homme, nous avons cru pouvoir manifester notre opinion, & il n'en étoit résulté aucun trouble ; sans forme ni procès, les grands inquisiteurs ont violé nos asiles, & nous ont incarcérés à l'Abbaye : ces procédés crient vengeance.

Nous le demandons aux membres du comité de sûreté générale, qu'auroient-ils à répondre ?

Sans doute que Lafage & le petit Gauthier sont des ilotes littéraires dignes de tout le mépris public. Il ne tient

pas à ces deux folliculaires mal intentionnés que Louis Capet ne sorte des tours du Temple pour se réinstaller au château de Versailles, & nous ramener les beaux jours du luxe & des lettres de cachet. Mais puisque nous avons le droit de les mépriser, pourquoi n'auroient-ils pas celui de se rendre méprisables ? Craindre les suites de leurs pamphlets calomnieux, n'est-ce pas leur donner beaucoup trop d'importance ? n'est-ce pas avertir d'y prendre garde ceux qui n'y pensoient seulement pas, & ne s'en seroient jamais aperçus ?

Nous l'avons déjà dit : la liberté indéfinie de la presse n'est pas sans inconvéniens. Le soleil échauffe & féconde la terre, il éclaire & embellit le globe ; mais aussi il brûle, il dessèche, il forme les orages. La liberté de la pensée doit être comme la lumière du jour qui luit également pour les méchans qui la souillent, & pour les bons qui en font un honorable usage. Si nous faisons taire aujourd'hui les Vilette & les Gauthier, demain on imposera silence aux Th. Payne, aux J. J. Rousseau ; car en commençant par fermer la bouche aux folliculaires féroces & lâches parce qu'ils peuvent nuire, on finira par ôter la parole aux défenseurs généreux des droits de l'homme, parce qu'ils ne savent pas flatter, ni composer avec les principes.

Voulons-nous ramener la confiance dans Paris, tenons la main à l'exécution des loix d'une police exacte, mais franche & loyale, sans préférence, sans prévention pour l'un plutôt que pour l'autre ; qu'elle soit la même pour les Gauthier & les Vilette. Evitons sur-tout les ordres & les emprisonnemens arbitraires ou mal motivés ; ils mènent à des scènes de sang. Que les tribunaux soient sans cesse ouverts : mais au lieu de les renouveler comme on vient de faire, réformons tous les bureaux d'inquisition, tous les comités de recherches, de surveillance ou de sûreté générale.

C'est ce que le ministre de la justice auroit dû faire entendre à la convention, plutôt que de justifier l'ordre de la détention des deux folliculaires. « Votre comité de sûreté générale a pu faire arrêter Gauthier & Lafage ». Non, monsieur Garat, il n'en avoit pas plus le droit que le père Duchêne-Hébert n'avoit le droit de citer Vilette au tribunal de police. Il n'y avoit pas de corps de délit présumé. M. Garat, soyez conséquent. Puisque vous

vous louez le peuple de s'être contenté, lors de la révolution du 10, de briser les pressies, sans toucher à la personne de Gauthier, pourquoi insinuez-vous aujourd'hui à nos législateurs qu'ils feroient bien de porter une loi répressive des délits prétendus de la presse ? Revenons à l'esprit de justice du peuple, & croyez que son tribunal est plus équitable que les comités de surveillance & de sûreté. La conduite de la convention est tracée dans celle du peuple.

Mais, demandez-vous insidieusement : la vérité & la vertu pourront-elles se défendre par elles-mêmes contre l'erreur & la calomnie ? Ne leur doit-on pas le secours des loix ?

Ministre de la justice, soyez tranquille sur le sort de l'innocence persécutée, de la vérité méconnue : elles auront à souffrir un moment de la *licence* de la presse ; mais la *liberté* de la presse saura les protéger & les défendre. La nature a presque toujours mis l'antidote à côté du poison. A côté d'un placard calomnieux, placardez une affiche sage ; le peuple ne s'y trompera pas. Depuis que la convention a pris le parti de publier chaque jour son bulletin, n'avez-vous pas remarqué que les fausses nouvelles ont moins de cours ? Laissez tout dire, le bien & le mal. Jusqu'à ce que la ligne de démarcation qui sépare le bien du mal, le vrai du faux soit bien connue, bien marquée, n'abandonnez pas aux juges le droit d'en être les arbitres, ou craignez l'arbitraire, la partialité, la prévention, & tous les maux qui en découlent. D'ailleurs, ne savez-vous pas que le mensonge qui circule en toute liberté & au grand jour perd tout son prix ? La vérité au contraire gagne à la publicité. Mais en outre n'entendez-vous pas les aristocrates qui se réjouissent à chaque ordre inquisitorial émané d'un comité de la convention ou d'une section. « Bon ! disent ils, » toutes ces citations, tous ces emprisonnements serviront à prouver que Paris n'est pas devenu plus calme ; » il nous sera facile d'insinuer qu'on ne remplit les cahos que pour les vider un jour comme au 2 septembre ; il s'ensuivra que le peu de citoyens aisés qui séjournent encore dans cette ville en sortiront au plus tôt, & que les étrangers ne feront pas tentés de venir être les témoins de nouvelles atrocités ».

La convention, le ministère, les magistrats se plaignent
N°. 183. Tome 15.

B

du désordre, & semblent pressentir une anarchie complète; qu'ils sachent qu'ils la provoquent eux-mêmes par toutes ces petites persécutions.

M. Garat ne paroît pas bien pénétré de ces vérités de fait & de ces principes. Dans son rapport à la convention, il laisse percer sa prédilection pour une loi répressive de la presse. Cela ne doit pas surprendre; homme de lettres distingué sous l'ancien régime, & ministre à présent, une ancienne habitude & l'intérêt du moment lui conseillent ces mesures mitoyennes dont il a su tirer parti, & dont il espère encore beaucoup. D'ailleurs, élevé pour ainsi dire dans les ateliers de Pankouke, il en a pris & conservé l'esprit: on n'a, pour s'en convaincre, qu'à confronter son rapport à la convention avec une longue note qui se trouve au n°. 6 de l'*Avertisseur national*. On voit que Pankouke & Garat professent la même doctrine en fait de liberté de la presse. Nous releverons un faux qu'on lit au commencement de cette note, rédigée avec des intentions perfides, ou tout au moins suspectes. Le Janus bibliopole s'exprime ainsi: « Louis XVI vouloit la liberté de la presse avant les états-généraux, il y eut à ce sujet des conférences chez le garde des sceaux, où se trouvèrent Maïssemy & plusieurs gens de lettres; j'eus l'honneur d'y être admis ».

A l'assertion de Pankouke concernant l'amour de Louis XVI pour la liberté de la presse, opposons un seul fait, & nous le garantissons. Presque tous les bacheliers ayant publié leurs cahiers, nous crûmes utile d'en publier le résumé en trois volumes. Louis XVI eut connoissance de cette entreprise, & lui-même donna l'ordre à Barentin de saisir l'ouvrage; ce qui fut exécuté. Mais, dites-nous aux sbires, le roi a bien permis aux bacheliers d'imprimer leurs cahiers, comment peut-il empêcher qu'on imprime le résumé de ces mêmes cahiers? Le roi le veut, nous répliqua-t-on; obéissez. C'est Barentin lui-même qui nous fit part de la volonté absolue du roi, son maître. L'ouvrage n'en parut pas moins en dépit de la royauté & du ministère de la justice.

De la permanence des conseils administratifs & des sections.

Ceux qui connoissent la tactique des partis voyoient bien depuis long-temps que celui qui domine aujourd'hui

à la convention nationale avoit le désir de gouverner toute la France, non point seulement par l'influence intermédiaire des loix, mais par un ascendant, une autorité directe & personnelle sur tous les agens publics qui composent les autorités constituées: ils voyoient bien que le titre de législateurs ne suffisoit point à des ambitieux & à des intrigans, qui vouloient y ajouter absolument le titre de meneurs; qu'ils cherchoient à entrer dans tous les détails, à réunir autant qu'ils le pourroient dans leurs mains les pouvoirs législatif, exécutif & judiciaire, à gouverner seuls la frêle barque de l'état, & à ne confier en sous-ordre un petit bout du gouvernail qu'au moins de gens possibles, afin d'être plus sûrs de leur fait, & de parvenir plus aisément à diriger ceux qui ne seroient pas encore tout à fait dans leurs intérêts. Ainsi on s'attendoit bien qu'au premier moment le parti dominant chercheroit à rompre la permanence des sections & des conseils administratifs.

Ce qu'on avoit prévu est arrivé la semaine dernière; le décret qui supprime l'exercice & l'activité continue du conseil des corps administratifs & des sections a existé pendant quelques heures. Ce n'est pas que nous croyions que les sections de Paris & les conseils administratifs des départemens & des municipalités fassent toujours des merveilles. Non: n'avons-nous pas sous les yeux les adresses que nous ont lâchées, dans des accès de feuillantisme, les départemens du Finistère & de la Loire inférieure? Ne voyons-nous pas le peu de zèle qu'ont les citoyens à se rendre aux assemblées de leurs sections, qui se trouvent souvent abandonnées à des ignorans ou à des ambitieux? Mais ces inconvéniens sont locaux & passagers, ils sont effacés par une foule d'avantages; & comme il n'y a rien de parfait ici bas, sur-tout chez un peuple qui n'a pas de constitution, & qui vit au jour le jour, il faut bien pardonner à quelques conseils administratifs, à quelques sections, des erreurs, des égaremens momentanés, en considération des services que les uns & les autres ont rendus à la patrie, & peuvent lui rendre encore.

C'est la surveillance la plus active & la plus scrupuleuse qui seule est la sauve-garde du peuple. Or, les membres des conseils administratifs sont les inspecteurs nés, les surveillans les plus immédiats des directoires des départemens & des corps municipaux. Tout citoyen sans doute

a reçu de la nature & de la loi le droit de surveiller les autorités constituées, il en a même contracté le devoir ; mais nous sommes encore si peu républicains ; nous préférons encore tellement notre tranquillité, nos aises à l'intérêt public, que la plupart d'entre nous s'endorment sur la foi du pilote, & s'embarraissent peu s'il navigue sur des écueils, pourvu que la tempête ne gronde point, que la foudre ne tombe point par éclats.

En concentrant toute l'autorité agissante, tout le pouvoir exécutif d'un département, ou même d'une ville, dans une douzaine de mains, c'est vouloir s'exposer à toutes les suites de leurs prévarications, c'est engager en quelque sorte les individus qui composent les corps administratifs à se coaliser entre eux pour dérober à la connoissance publique leur plan & leur marche, à se coaliser avec leurs administrateurs supérieurs, intérieurs ou seulement voisins. L'histoire de notre révolution, quoiqu'elle ne soit pas de vieille date, doit nous avoir éclairés de reste. Il existoit un véritable fédéralisme entre un grand nombre de directoires ; c'étoit Louis & la Fayette qui avoient formé cette chaîne ; c'étoit en faveur de ces deux scélérats que le directoire de Paris étoit uni avec tous les autres, qu'il en étoit le centre & le moteur ; les coupables intelligences infestoient les départemens, sapoient la liberté ; encore quelques délais, & c'en étoit fait de nous.

On disoit alors, comme aujourd'hui, qu'il suffisoit, pour que la surveillance eût tout son effet, que les conseils administratifs se rassemblaient aux époques désignées, que les sections de Paris tinssent des séances deux ou trois fois la semaine. Mais d'abord cette convocation annuelle & périodique des conseils de départemens, la réunion intermittente des communes & des sections, ne pouvoient suffire pour prévenir tous les abus. Les conseils de départemens n'avoient d'autres fonctions que d'examiner les comptes des directoires. Or, combien de dilapidations partielles & insensibles dont on ne peut suivre la trace au bout d'un an ! Il n'est point difficile à un corps qui n'est pas exactement surveillé de fournir des comptes d'apothicaire ; & c'est toujours le peuple qui les paye. D'ailleurs, toutes les opérations des départemens ne se bornent-elles qu'à recevoir de l'argent & à en donner ? Ne sont-il pas chargés d'une foule de détails & de la

haute police ? N'y a-t-il pas une foule d'actes qui émanent d'eux. Or, une surveillance bien faite peut seule conserver pure la conscience des hommes foibles, & redresser celles qui ne sont pas tout à fait droites ; une surveillance bien suivie ne porte aucun ombrage à la probité parce qu'elle l'éclaire ; elle la met dans tout son jour.

Il y a plus. Le directoire se trouve souvent dans des circonstances épineuses & embarrassantes ; il est indécis quelquefois sur le parti qu'il a à prendre. Eh bien ! n'est-ce pas un grand avantage pour lui & pour la chose publique d'avoir un conseil qui le dirige, qui le tire de l'incertitude, selon l'ancien & sage proverbe : deux avis valent mieux qu'un. Mais sur-tout dans les affaires de l'état, lorsqu'un certain nombre de personnes sont nommées pour s'en occuper, c'est nuire au peuple que de ne pas y appeler toutes celles qu'il a désignées : le priver d'une seule, c'est quelquefois mettre sa chose en péril. Si l'exercice du pouvoir exécutif n'étoit qu'une opération machinale, s'il n'avoit qu'à suivre aveuglément l'impulsion donnée par la loi, alors il faudroit simplifier & restreindre le nombre des employés, alors un seul homme peut-être pourroit suffire dans chaque administration : mais les opérations exécutrices demandent des réflexions préliminaires, des combinaisons préparatoires ; & plus vous multipliez, aux termes de la loi, les êtres pensans pour présider à ces opérations, plus le peuple est représenté, plus ses intérêts sont en sûreté. L'intrigue & la cabale ont d'autant plus beau jeu, qu'elles ont moins de personnes à travailler, qu'elles peuvent le faire dans l'ombre ; & c'est les déjouer que de diviser & d'étendre leurs rapports.

Quant à la permanence des sections, c'est un blasphème politique que de s'élever contre. Il est un principe éternel, c'est que le peuple doit faire tout ce qu'il peut faire par lui-même. Dans les loix relatives aux fonctionnaires publics, il établit les cas où ils s'en réfèrent à eux, & dont il ne peut pas se charger directement ; pour ces cas-là, il ne doit plus s'en occuper que pour exercer sa surveillance, autrement il courroit risque d'entraver à chaque pas le marche de ses agens ; mais pour toutes les affaires dont ne s'est pas défait, il doit les gérer par lui-même. Ainsi, si il doit être continuellement assemblé, ou du moins toujours à portée de s'assembler quand il lui plaira. Restreindre sa liberté à cet égard, est un crime de lèse-

majesté nationale, c'est porter atteinte à la souveraineté d'une nation ; & l'on peut compter cet outrage parmi les plus graves que notre ci-devant constitution ait faits au peuple. Dieu veuille que nos conventionnaux ne suivent pas la route d'iniquité que leur ont tracée leurs prédécesseurs ! Ils semblent cependant vouloir les imiter.

Ces principes que nous venons d'énoncer trouvèrent peu de défenseurs dans notre assemblée. La majorité paroît si peu les avoir étudiés ! Thuriot apporta une raison de circonstance ; & c'est être sans doute très-mal-adroit & même coupable, que d'étayer d'un motif de circonstance une vérité éternelle ; car c'est ne voir dans le principe que l'intérêt du moment ; c'est vouloir en détruire l'effet quand la cause qu'on indique cessera. Nous n'en voulons point cependant à Thuriot. Comme en général les principes ne font pas fortune à la convention, il a peut-être cru qu'il travailleroit mieux en faveur de celui-ci s'il le présentait comme une vérité locale & passagère, que s'il l'envisageoit comme un principe inviolable à jamais, & qui pût gêner un jour les intentions de la majorité actuelle, quelles qu'elles fussent. L'essentiel étoit en effet de faire rejeter la suppression, & de se sauver d'un péril instant qui menaçoit la liberté. Le motif qu'il a opposé à ses adversaires étoit celui même qui vraisemblablement le faisoit parler, & l'engageoit à prendre ce biais ; c'étoit que la patrie est encore en danger ; & selon nous la patrie n'est pas seulement en danger, parce qu'elle a été déclarée y être, parce que les têtes à couronne se coalisent contre nous, mais parce que le roi n'est pas condamné à mort ; parce qu'étant sans constitution & sans loix nous nous trouvons dans une anarchie, sinon de fait, du moins de droit, & plus que tout cela encore, parce que la convention est mauvaise. Oui, c'est là le plus grand danger de la patrie : sans celui-ci, tous les autres ne seroient rien. Avec une bonne assemblée, il y a remède à tout ; mais avec la convention actuelle, qu'avons-nous à attendre ?....

Des patriotes égarés, & d'autres qui faisoient peut-être semblant de n'y pas voir, demandoient la suppression de la permanence par une raison tout-à-fait contraire aux conséquences qu'ils en tiroient. Le département, c'est-à-dire, le corps administratif du département du Finistère (car il ne faut pas nous laisser tromper par des mots, & prendre une trentaine d'administrateurs pour les trois ou quatre cent

mille citoyens d'un département) le corps administratif du département du Finistère avoit envoyé à la convention une adresse mille fois plus insolente qu'on ne pouvoit accuser de l'être celle des sections de Paris, dont on avoit fait tant de bruit dans le temps : il est vrai qu'elle avoit un but tout opposé. Le Finistère avertissoit la convention, en la tantant très-vigoureusement, qu'il alloit lever des troupes pour la défendre, malgré qu'elle en eût, de tous les factieux qui n'existent que dans les imaginations bretonnes & celles de leurs consorts, & que ces troupes alloient arriver incessamment à Paris. Voilà bien un département rebelle ! Si Paris eût fait quelque chose de semblable, on n'eût pas manqué de dire que la convention n'ayant pas fait de *loi* à cet égard, les Parisiens s'érigeoient en souverains, vouloient que leur volonté fit loi, &c. &c. La majorité se garda bien de faire ces rapprochemens ; & dans le moment même de l'adresse elle n'eut pas l'air de désapprouver beaucoup le système de fédéralisme que mettoit déjà en pratique le département du Finistère, qui avoit eu l'impudeur d'inviter le corps administratif départemental du Pas-de-Calais à prendre le même arrêté que lui, à mettre des troupes sur pied, à les employer hors de son territoire ; ce qui est expressément défendu par la loi. La majorité fila doux sur cette insulte faite à elle-même par un autre département que celui de Paris ; & quelques séances après plusieurs se déterminèrent à supprimer les conseils généraux, à cause de l'abus que celui du Finistère avoit fait de sa puissance : mais la conduite de celui-ci ne prouvoit pas plus contre tous, que la conduite de celui du Pas-de-Calais, qui avoit résisté à la séduction, qui avoit repoussé cette offre avec horreur, ne prouvoit en faveur des autres ; & il étoit aisé de voir que si l'on craignoit que les conseils administratifs ne se laissassent séduire, on devoit craindre bien davantage que les directoires moins nombreux, bien plus corruptibles par l'exercice continuel & immédiat du pouvoir, ne se laissassent plus aisément corrompre lorsqu'ils seroient abandonnés à eux-mêmes : d'ailleurs cela n'avoit aucun rapport avec la permanence des sections.

Malgré ces considérations puissantes qui auroient dû frapper tous les esprits, le décret de suppression fut prononcé. La minorité du haut de la montagne s'éleva contre cette violation de principes, ce renversement des idées. Tirons le rideau sur les scènes affligeantes & de désordre que causa

l'opiniâtreté des partis. Enfin Robespierre parla ; & la convention , sans se désister de son système , sans reconnoître l'indécence de sa conduite , ce qui eût fait honneur à sa loyauté , décida que ce décret resteroit suspendu jusqu'à l'époque du rapport des ministres sur l'état de la France. Dans quelques mois ce sera un beautableau à faire , que celui de toutes les contradictions où la convention est tombée , de toutes les reculades auxquelles elle s'est vue forcée ; nous disons dans quelques mois , car il n'y a pas d'apparence qu'elle change bientôt d'allure ; & jusqu'à ce qu'elle tourne du côté des principes , nous la verrons souvent encore tomber , broncher ou reculer.

Etat de Paris du premier au 12 janvier.

Paris est beaucoup plus tranquille que n'avaient lieu de l'attendre les ennemis de la révolution , & que même n'osaient l'espérer les patriotes ; cependant différens partis agitent le peuple & cherchent à le soulever en mettant en œuvre avec une adresse perfide quelques-unes des circonstances présentes.

Le service militaire se fait avec une négligence étonnante , les patrouilles de nuit sont rares , & la gendarmerie à cheval n'en fait aucunes , elle qui pourroit être si utile contre les voleurs , dont elle est beaucoup plus redoutée que les autres corps armés. Le mot d'ordre a été plusieurs fois mal donné ; celui de la troupe soldée n'étoit pas le même que celui des volontaires citoyens , ce qui a failli occasionner du désordre.

Les soldats casernés dans la rue de Babylone se comportent d'une manière répréhensible ; ils restent jusqu'à minuit dans les cabarets des environs , tandis que souvent on vole & on assassine autour de cette caserne. On assure même qu'on y engage ainsi qu'à l'hôtel Massiac pour le parti royaliste. C'est à l'administration de police à surveiller exactement.

L'aristocratie emploie toutes sortes de moyens pour agiter le peuple , en l'apitoyant sur le sort de Louis Capet. Des gens payés par une nouvelle liste civile se répandent à cet effet dans les cabarets & dans les groupes des places publiques.

Des émigrés sont arrivés en grand nombre à Paris , soit pour s'y réfugier , soit pour y profiter de l'insurrection qu'ils

qu'ils veulent y faire naître. Le nommé Laroche, fils d'un officier invalide, demeurant rue Saint-Dominique, arrivé depuis peu de Coblenz, s'est vanté hautement que dix mille ci-devant nobles ou leurs agens étoient venus à Paris, munis de passe-ports pris à Liège, & qu'à un signal donné ils devoient se réunir pour enlever Louis XVI de sa prison. Le père, patriote, a chassé son fils de sa présence.

Il paroît certain que Malouet est à Paris *incognito*. Les malveillans qui y sont venus de toutes parts font circuler des nouvelles sinistres sur la continuation de la guerre; ils répandent avec affectation, qu'au printems prochain on fera une levée d'hommes si considérable, qu'on en prendra un sur cinq.

L'engorgement des prisons excite de fréquens murmures; on dit tout haut que le crime est impuni, & qu'entr'autres les voleurs du garde-meubles sont parvenus à suspendre le glaive de la justice. L'enchérissement des subsistances & des denrées de première nécessité contribue aussi grandement à seconder les funestes intentions des malveillans.

Le bruit avoit couru que le rocsin devoit sonner dans la nuit du 7 au 8, mais tous les citoyens ont dormi tranquillement: c'étoit une terreur panique répandue à dessein.

Les billets de la caisse de secours ont perdu toute confiance; comment en inspireroient-ils, puisqu'ils sont refusés par les caisses publiques lorsqu'on en présente pour acquitter l'imposition mobilière ou autres droits. La poste aux lettres les rejette absolument, ainsi que le Mont-de-Piété.

Pendant que chacun croit pouvoir agir à sa fantaisie, le juge de paix de la section de la Butte-des-Moulins se permet de ne point ouvrir son bureau le dimanche, comme si la justice n'étoit pas de tous les jours, & qu'il y eût maintenant des fêtes qui exemptassent les fonctionnaires publics d'être à leur poste.

La classe indigente témoigne toujours une vive impatience de voir tomber la tête de Louis Capet, parce qu'elle pense être toujours malheureuse tant qu'il existera. Après le décret qui ajourne la décision du procès du roi à lundi 14, il s'est formé des groupes aux environs de la convention, où des particuliers parloient avec chaleur en faveur de l'ex-roi: les orateurs étoient presque tous des officiers des nouveaux corps qui se forment ou sont casernés à Paris.

Le fanatisme travaille aussi dans l'ombre: il s'est fait le 8 un baptême à Saint-Eustache: un grand nombre de femmes s'est rassemblé dans cette église, & se dispoient

à partir pour aller couper la tête à Maniel ; des patrouilles qu'on a envoyées dans l'église ont dissipé l'attroupement.

Ce qu'on appelle la petite police est très-négligé, sans doute par la faute des commissaires de police ; les rues sont fort sales, plusieurs obstruées de gravats, d'immondices, & beaucoup d'allées restant ouvertes la nuit offrent des retraites aux voleurs & assassins.

Le grand nombre de soldats rassemblés à Paris causeroit moins d'inquiétude s'ils se conduisoient avec plus de circonspection ; mais on ne fait que penser de les voir habituellement dans les cabarets dépenser beaucoup plus que leur paie, & parcourir tumultueusement les galeries du jardin de la révolution par troupe de trente à quarante. Le 9, des dragons, dits de la république, courroient bruyamment tous les cafés sous prétexte d'y chercher un de leurs camarades qu'ils vouloient faire battre avec un autre ; de là ils se sont répandus dans le jardin, & ont fini par y chanter des couplets obscènes.

Les loyers des petits appartemens sont devenus excessivement chers, parce que les riches, pour se soustraire à l'imposition mobilière, se logent le plus à l'étroit qu'ils peuvent, ce qui fait crier la classe indigente.

On est instruit qu'il se fait des rassemblemens de voleurs sortis des prisons le 2 septembre dernier. Leurs principaux rendez-vous sont à la Courtille, au puits de Jacob, au Déserteur, au Grand Saint-Martin & aux Trois Cuillers, rue aux Ours.

La discussion du 11, à la convention nationale, sur la garde départementaire, a fait beaucoup fermenter les esprits, ainsi que la nouvelle de l'arrivée de plusieurs bataillons des départemens. Il n'y a cependant qu'une opinion sur cet objet ; c'est qu'on recevra en frères tous les citoyens des départemens qui viendront à Paris ; il ne faut, pour désabuser ceux qui seroient égarés, que les rendre spectateurs de la conduite des Parisiens.

Du projet d'un comité censorial, proposé à la convention.

Au milieu des tracasseries nouvelles qui ont agité la convention nationale dimanche 6 de ce mois, à l'occasion d'une adresse effrontée des administrateurs du département du Finistère, un membre a fait part à l'assemblée d'un projet de comité censorial qui seroit composé de 83 députés, pris par ordre de liste, & changés tous les quinze jours ; 83 censeurs pour faire régner l'or-

dre ; le calme & la décence dans un aréopage de 700 personnes ! Rome n'en avoit que deux , & ils suffisoient pour surveiller les mœurs & la tranquillité publique au sénat & dans la ville , parmi les patriciens & au milieu du peuple. Cette institution salutaire manque à la république française ; mais ce n'est pas celle-là qu'on propose d'établir pour le service seul de la convention !

Ces 83 *messieurs* en exercice porteroient pour marque distinctive une médaille avec cette inscription : *A l'ordre , citoyens , vous être ici pour l'intérêt public.* Que cela est bien trouvé , & bien propre à faire respecter des représentans du peuple , qui se déclarent avoir besoin d'être sans cesse rappelés à leur devoir ! mais la convention n'a-t-elle pas déjà à ses gages une douzaine d'huissiers qui s'enrouent chaque jour à crier dans la salle à l'ordre , *citoyens , à l'ordre ?* On donne à nos 83 censeurs projetés une bien autre tâche ; placés dans une enceinte particulière , on les charge de prendre exactement le nom des *perturbateurs , provocateurs d'agitation* , & de rédiger chaque soir des notes servant de base à un projet de décret de censure pour le lendemain matin contre leurs collègues délinquans ; lequel décret une fois passé , il en seroit fait envoi dans tous les départemens.

Nous ne connoissons personne qui ressemble mieux à des inquisiteurs de Goa , ou à des mouchards de l'ancienne police , que ces 83 censeurs en question : est-il possible que la convention ait écouté jusqu'au bout un programme de loi qui avilit à ce point le caractère de député ? Et nos représentans , sans égard pour ce qu'ils se doivent , sans respect pour la liberté des opinions , ordonnent la publicité , ajournent la discussion d'un projet qu'ils n'auroient dû regarder que comme un outrage , si ce n'est un piège qu'on leur tend ! Oser proposer d'établir dans la salle de la convention même un bureau d'espionnage tenu par un huitième de ses membres ! Quelle idée prendre de nos législateurs , d'après l'accueil qu'ils ont fait provisoirement à une telle mesure ? Pensent-ils donc qu'ils ne sauroient se garantir du tumulte presque habituel de leurs séances , qu'en se dégradant ainsi eux-mêmes , & en violant les principes ? Ils ont déjà un règlement pour l'intérieur de la salle ; ils ont des inspecteurs , des huissiers & des gardes ; ils ont des peines flétrissantes ou afflictives , selon le cas , contre ceux qui contreviennent aux loix de leur police particulière ; ils ont le rappel à l'ordre pur & simple , le rappel à l'ordre avec censure , l'insertion au procès-verbal , l'envoi aux 84 départemens ;

ils ont les arrêts chez soi , & l'emprisonnement à l'abbaye. Que leur faut-il donc encore ! ils ne disent pas un mot , ils ne font pas un geste qui ne soit consigné sur le champ dans les journaux , & dès le soir publié à grands cris dans tous les carrefours , & nos députés trouveroient que ce n'est pas encore assez pour les contenir. Et de quelle nature est donc une représentation à qui tous ces motifs ne fussent pas pour le conduire avec sagesse ?

Mais si ces notes que le projet du comité censorial demande à ses 83 membres étoient destinées à prévenir les départemens & à servir de matériaux pour une accusation en bonne forme qu'on intentera contre ceux des députés dont le civilisme ardent dérange les plans de certain parti à la convention !...

Mais cette convention , que le peuple appela à grands cris , reçut avec enthousiasme , à laquelle il demeure attaché , malgré les fautes énormes qu'elle commet , & son défaut d'à-plomb , ne prendra-t-elle donc jamais la véritable attitude qui lui convient. Comment ? toujours des mesures fausses , ou mesquines , ou déloyales ! A la première nouvelle de 83 censeurs pris dans son sein , pourquoi ne s'est-elle pas levée pour repousser cette motion incongrue , en disant :

Nous n'en voulons pas ; nous n'en souffrirons point parmi nous. Un comité censorial exécuté par nous sur nous-mêmes ! Retirez votre projet , citoyen Melinet , & rougissez d'en avoir été l'organe complaisant. Quarante-trois censeurs ! les sans-culottes de Paris & des 83 autres départemens , voilà les censeurs qu'il nous faut. En a-t-il fallu d'autres à l'assemblée constituante pour mettre à leur place les Chapelier , Barnave , Dandré , Desmeunier , &c. La législature a-t-elle eu besoin d'un comité inquisitorial pour dénoncer à la clameur publique Vaublanc ? &c. Nos séances ne sont-elles pas ouvertes à qui veut y assister ? Si les tribunes sont influencées , n'a-t-on pas les procès-verbaux de nos assemblées , pour connoître & juger nos paroles & nos actions ? Bientôt sans doute , à notre exemple , chaque corps électoral voudra avoir ses censeurs , chaque conseil de département & de commune les siens ; chaque section de Paris , & les 6000 assemblées primaires de l'empire les leurs. Les Jacobins ne nous ont-ils pas déjà devancés ? n'ont-ils pas arrêté qu'il y auroit des censeurs pris dans leur compagnie pour examiner les journaux qui s'occupent de ce club ? Bientôt la république comptera plus de censeurs que n'en

a jamais eus la monarchie , & nous n'en vaudrons pas mieux , tous tant que nous sommes. Ah ! loin d'ajouter au règlement intérieur de notre convention , simplifions-le plus tôt , & laissons chacun de nous gagner la confiance du peuple , ou perdre son estime , pourvu qu'en masse nous sauvions l'état. A l'œuvre , on connoît l'ouvrier ; ce n'est pas à nous à être nos juges ; le scandale a duré trop long-temps. Abordons enfin le sujet principal de notre mission ; on nous rendra justice à fur & à mesure , ou tôt ou tard , qu'importe ! Faisons d'abord le bien , & laissons aller le reste. Jacob Dupont , pour son rapport sur l'instruction , & un petit nombre d'autres députés , n'ont-ils pas déjà reçu des marques non équivoques de reconnoissance publique , sans que la convention s'en mêle ? Son affaire n'est point de passer son temps à distribuer l'éloge ou le blâme à ses propres membres. Elle s'en est beaucoup trop occupée jusqu'à ce moment. Il est bien temps que ce ridicule cesse. Quels fruits en a-t-elle retirés ? Les séances en ont-elles eu plus de dignité ? n'en est-elle pas au contraire venue au point que plusieurs d'entre nous s'honorent de sa censure & vont au-devant. C'en est assez. En deux mots , ne reconnoissons d'autres censures que notre conscience , nos concitoyens & la postérité.

Suite de nos observations sur les maisons d'arrêt.

Celle de la ci-devant abbaye de Saint-Germain-dès-Prés est bien une véritable prison. Le local en est très-resserré ; par conséquent point d'air. On continue d'y envoyer les militaires , tant officiers que soldats ; mais s'ils habitent sous le même toit , ils éprouvent un traitement bien différent , grâce à cette misérable inégalité de fortune , pire encore que celle des conditions. Les détenus assez riches pour se mettre à ce qu'on appelle à la pistole , sont dans des chambres assez propres. Mais les pauvres soldats sont pitié à voir sur une litière de paille , dans des endroits bas & partant humides & mal-sains. Ils ont à peine assez de jour pour se reconnoître l'un l'autre , & de l'air , juste ce qu'il en faut pour respirer. Une très-petite cour est loin de pouvoir les dédommager d'une réclusion aussi étroite & aussi triste. Le séjour à l'abbaye , pour ceux qui n'ont pas de quoi payer , est vraiment une peine afflictive , un châtement. Et cela ne devrait pas être sans doute. L'ont-ils mérité la plupart des soldats qu'on y détient pour menus faits d'indiscipline , tels qu'un verre de

vin pris de trop ; ou bien pour être rentrés une demie heure plus tard à la caserne ? Faut-il pour les corriger d'une négligence , les exposer à gagner des maladies , entassés comme ils sont sur du fumier ? Le pain qu'ils mangent est bon ; ils ne portent point de plainte contre leur concierge.

Si de chez eux , on monte dans les chambres qu'habitent les officiers pour leur argent , c'est autre chose. Ces messieurs pour la plupart , prévenus comme on fait d'incivisme , de trahison , de crimes de lèse-patrie , sont choyés à l'abbaye presque autant que chez eux , ils ont une bonne table , boivent de bon vin , couchent sur de bons lits. Ils paient tout cela il est vrai.

Il n'en est pas moins vrai qu'il répugne au cœur d'un ami de l'humanité de voir un tel contraste dans le séjour même de la loi , aux yeux de laquelle tous les citoyens sont égaux. Il serait de la justice & de la dignité d'une nation généreuse & sensible de faire cesser ce scandale. Car enfin une maison d'arrêt n'est pas un lieu de plaisir. Quand on est là , on n'est plus chez soi ; il ne devrait donc pas être permis ce semble d'y dépenser ce qu'on veut , d'y figurer comme dans le monde , & d'éluder les intentions de la loi , en s'y procurant de sa bourse les jouissances qu'elle refuse à ceux qui n'en ont pas. C'est punir deux fois un soldat que de le mettre dans le cas de dire : je suis ici dans la fange , j'y cours le risque de perdre ma santé pour m'être trompé d'heure , pour n'avoir point eu le courage de refuser le verre de vin que me présentait un ami ; là haut , au-dessus de ma tête , sont des aristocrates , des traîtres , des contre-révolutionnaires , à qui il ne manque rien. Ils sont bombance , ces messieurs ; et l'on dit qu'il y a une justice sur la terre , & l'on dit que nous sommes tous égaux : que m'importe de l'être par droit de nature , si dans le fait le coupable riche peut se procurer les douceurs de la vie , auxquelles ne sauroit atteindre le pauvre qui n'a à se reprocher qu'une faute légère. Justice du ciel ! Comment répondre à ces trop justes réclamations ? Ce seroit en rapprochant davantage le traitement du soldat de celui de l'officier. Mais , dira l'homme aux épaulettes d'or : en payant , n'ai-je pas le droit de me faire servir ? Non , monsieur , gardez votre argent pour le dépenser comme bon vous semblera , quand vous serez hors d'ici : mais tant que vous y serez , vos droits de citoyen propriétaire sont suspendus , il ne vous reste que ceux de citoyen accusé pour vous défendre & vous justifier. On étoit révolté toutes les fois

qu'on voyoit entrer au châtelet une Lasuze & quantité de parasites suivis de cinq à six corbeilles de comestibles, le tout pour charmer les ennuis d'un baron de Bezenval; tandis que le prisonnier pour mois de nourrice, couché sur un peu de paille, dévorait du pain noir trempé dans de l'eau.

Les mêmes abus existent encore à l'abbaye & dans les autres prisons. De la paille pour le pauvre; de bons matelas pour le riche; le meilleur air de la maison, le jour le plus beau pour le riche; les lieux bas, obscurs, étouffés, humides, mal-sains pour le pauvre. Mais ce prisonnier riche est un scélérat. Qu'importe, il paie bien. Mais ce débiteur pauvre est à peine coupable, son affaire n'est qu'une peccadille. Qu'importe, il n'a pas de quoi payer. Il faut qu'il porte la peine de l'indigence.

L'abbaye, pour le moment, renferme une cinquantaine de prisonniers, parmi lesquels on distingue Blanchelande, gouverneur de S. Domingue, & tous les autres officiers employés dans nos îles & prévenus d'aristocratie, & pour fait de contre-révolution ouverte.

Nous y avons trouvé trois femmes détenues par ordre du comité de surveillance: l'une d'elles avoit obtenu son élargissement aussi-tôt après son premier interrogatoire, mais elle se permit des propos d'une nature telle qu'on crut devoir la réintégrer dans sa prison: c'est une aristocrate très-décidée, on auroit dû la laisser aller. Des propos de femmes, quand elles se mêlent de ce qu'elles n'ont que faire, ont-ils jamais tiré à conséquence?

Section des Quatre-Nations.

Le patriotisme de la section des Quatre-Nations n'étoit pas très-robuste avant la journée du 10 août; mais depuis elle en a bien dédommagé la république. Tandis qu'une partie des beaux grenadiers de son bataillon se bernoient à faire don de leurs superbes bonnets pour le service de l'armée, il se formoit dans son arrondissement plusieurs compagnies de chasseurs, sous le commandement du capitaine Vincent. Cette brillante jeunesse ne démentit point aux frontières les belles espérances qu'elle avoit laissées concevoir d'elle en partant. Vincent qui a obtenu un congé du général Dumourier, pour venir faire une nouvelle levée d'hommes semblables, s'est présenté le 8 janvier à l'assemblée générale de la section, chargé de témoignages honorables qui prouvent par écrit tout le cas que l'armée

française & ses chefs font de son bataillon, qui s'est signalé d'une manière éclatante à Gemmappe (1).

Nous n'avons pas été très-satisfaits de la réponse du président le Gagneur, ci-devant de Lalande, au discours du capitaine Vincent : « Ne te plains de rien, lui réplique le » citoyen ex-noble le Gagneur ; tais-toi, la calomnie n'a » plus de dents depuis le 10 août ; la lime de la répu- » blique les a brisées » ! Le style de M. le président n'auroit-il pas besoin d'un coup de lime ?

La même section avoit présenté, dimanche 4, à l'assemblée conventionale un volontaire de 17 ans qui a perdu un bras à l'armée, & une femme de 20 ans, Geneviève-Françoise Le Dague, laquelle vient de faire la campagne. Dumourier l'a réformée à cause de son sexe. Pourquoi donc garde-t-il sous ses drapeaux les deux sœurs Fernig ? La section a demandé à nos législateurs du service dans nos troupes pour cette héroïne, comme pour la venger du congé absolu que lui a signifié le général. La convention a renvoyé l'adresse à son comité militaire. Elle auroit mieux fait de passer à l'ordre du jour quant à la moderne amazone.

La commune, plus sage, vient d'applaudir à la pétition d'une citoyenne revenue aussi de l'armée, & offrant de déposer ses armes & son habit de soldat sitôt qu'on lui aura rendu les vêtemens de son sexe.

Les femmes n'ont que faire à l'armée. Ne cessons de leur répéter : Citoyennes ! vous n'êtes bien que dans la maison paternelle & sous le toit marital, au chevet du lit de vos parens infirmes ou caducs, auprès du berceau d'une naissante famille ; par-tout ailleurs vous êtes déplacées. Laissez-nous le fer & les combats ; vos doigts délicats sont faits pour tenir l'aiguille & semer de fleurs le chemin épineux de la vie. Pour vous, l'héroïsme consiste à porter le poids du ménage & les peines domestiques ; votre tâche n'est point de massacrer un ennemi cruel, vous en avez une plus douce ; elle consiste à faire des heureux, à faire aimer les vertus républicaines, à tresser des couronnes civiques pour le patriote victorieux, ou à brûler des parfums sur la cendre de nos défenseurs morts aux champs de la gloire. La république attend de vous quelque chose bien au-dessus d'une victoire : c'est vous, compagnes fidèles de l'homme, qui donnerez à la génération qui va naître les mœurs antiques dont nous ne pouvons nous passer, si nous voulons demeurer libres & nous montrer dignes de la plus belle de toutes les révolutions.

(1) Le capitaine Vincent fait le plus grand éloge des hussards de Chambrand.



Vendredi dernier, sur une pétition d'une section de Paris, le conseil général de la commune arrêta que la représentation de la pièce intitulée *l'Ami des Loix* seroit suspendue. Malgré cet arrêté, le théâtre de la Nation fit afficher que la pièce se joueroit le samedi. A quatre heures le maire se transporta au théâtre pour faire exécuter l'arrêté. Quelques instans après, environ 150 soi-disant fédérés des divers départemens, vinrent le sabre à la main enlever les sentinelles, en criant que la pièce ne se joueroit pas. Cependant ceux qui étoient venus pour la voir en demandoient hautement la représentation. On envoya une députation à la convention, pour lui soumettre l'arrêté du conseil général; la convention passa à l'ordre du jour, motivé sur ce que la commune n'a pas le droit d'empêcher la représentation d'aucune pièce; ce décret fut rapporté au théâtre où on l'attendoit, & de suite la pièce fut jouée.

Nous observerons que les Marseillois ont envoyé une députation au public, pour démentir le bruit que l'on faisoit courir, que c'étoient eux qui étoient venus le sabre à la main, tandis qu'il est de fait qu'ils étoient tranquilles dans leur caserne.

Les soi-disant fédérés ont poussé l'audace jusqu'à arracher des mains des colporteurs les exemplaires de la pièce, qu'ils vendoient.

Nous sommes bien loin d'approuver la conduite de la commune dans ce nouvel attentat à la liberté. C'est encore un délit commis sur les conclusions du *Père Duchêne*.

Nous renvoyons au numéro prochain nos observations sur la pièce. Il est nécessaire que le peuple, qui ne peut la voir par la difficulté de se procurer des billets, & qu'on peut séduire aisément par le titre d'*Ami des loix*, qui est aussi dans notre sens, il est nécessaire, disons-nous, qu'il connoisse le degré de confiance qu'il doit lui accorder. Nous rendons d'avance justice au peuple en déclarant qu'il n'a pris aucune part à cette scène. A la sortie du spectacle, il ne s'est pas trouvé cinquante personnes sur la place.

Sur les armées.

Lorsqu'après avoir été élevé au ministère par Brissot, Dumourier quitta les affaires étrangères pour prendre, on ne sait comment ni pourquoi, le porte-feuille de la guerre, & qu'il disparut aussi-tôt après, Brissot ne manqua pas de dire & d'imprimer que Dumourier étoit un intrigant

par qui sa *bonne-foi* avoit été trompée ; que c'étoit un faux patriote. Aujourd'hui Dumourier & les *brissotins* sont bien rapatriés : on les voit souvent ensemble , & Dumourier prend tout à fait leur style. Voici ce qu'il dit dans une lettre à la convention nationale. « On ne peut attribuer mes plaintes à l'esprit de faction que je ne peux avoir adopté , puisque je vis depuis le mois de juillet au milieu des camps & loin de Paris ». Avouons cependant que ce trait de satire est bien en pure perte , que c'est même une contradiction avec les bruits que l'on répand contre cette ville ennemie des intrigans , puisque l'on dit qu'elle envoie par-tout des apôtres de la révolte , des millionnaires du 2 septembre , pour *organiser l'insurrection & l'anarchie*. Heureusement que les gens de bien savent qu'il n'y a que la vérité qui ne puisse pas être en contradiction avec elle même.

Mais passons sur cette gentillesse , & venons au fait ; c'est-à-dire au motif des plaintes que Dumourier exhale si amèrement dans sa lettre à la convention. On se rappelle que Dumourier , il y a six semaines , se plaignoit du ministre Pache , de l'arrestation de Malus & d'Espagnac , que seul dans l'univers il avoit la bonté d'appeler des *hommes intègres* : il disoit que ce ministre lui lioit les mains en le laissant sans armes , sans vivres , sans habillemens. Pache , que nous ne nous chargerions point d'excuser en tout , néanmoins a répondu à ces inculpations , en montrant qu'il y avoit eu des marchés frauduleux passés par *les hommes intègres* , les bons amis de Dumourier ; il lui a répondu ainsi qu'aux autres généraux qui lui reprochent l'état de dénuement où se trouvent leurs troupes , qu'à son arrivée au ministère on ne s'étoit point encore occupé des habillemens ; que les volontaires avoient couru contre les Prussiens chacun avec un habillement complet qu'ils avoient , ou qu'on leur donnoit , & que le ministère n'avoit pu s'occuper de leur équipement qu'au moment même où tout se trouvoit déjà usé ; qu'il a fallu tout faire à la fois , & que si les délais sont affligeans , ils sont ordonnés par la nécessité. Pache se plaint , à son tour , de ce que les généraux le sollicitent vaguement , n'articulent , ne détaillent rien , & que tout en l'accablant de demandes , ils ne lui spécifient jamais le nombre d'objets dont ils ont besoin ; ce qui semble pratiqué à dessein de le jeter dans l'embarras ; car il craint toujours d'envoyer trop à une armée , ce qui seroit réellement voler toutes les autres. Pache , à ce qu'il paroît , surveille bien les fournisseurs , & fait à outrance la guerre aux abus ; mais les abus sont comme la tête de l'hydre ; & , outre cela , il se gâtent

par-tout, même dans les foins qu'on prend pour les détruire.

Pache, si nous en croyons un écrit de L. S. Che-
nier, lieutenant-colonel de cavalerie, adressé à la con-
vention, a un tort plus réel.

« Pache, dit-il, a publié ses dispositions à l'égard de la re-
monte de la cavalerie. Voici en quoi elles consistent. Les
marchands de chevaux qui fourniront au meilleur mar-
ché des chevaux sans aucune tare, & d'un âge conve-
nable, auront la préférence. Il suffit de réfléchir un ins-
tant pour appercevoir du premier coup-d'œil le vice de
cette disposition. Les riches marchands de chevaux ne
manqueront pas de s'entendre entre eux, & d'accaparer
tous les chevaux bons & mauvais. Avec l'appui des ins-
pecteurs des remotes, ils feront passer des chevaux dou-
teux en très-grand nombre, & profiteront de la néces-
sité pour faire la loi sur le prix. Ce qu'il y a de cer-
tain, c'est que ces messieurs feront des gains immenses,
& que les deniers de la république tomberont perpé-
tuellement dans des mains avides, sans qu'il en résulte
jamais aucun bien général. Les inspecteurs des remotes
employés par Pache ont tous la plus mauvaise réputation.
On ne voit pas avec plaisir auprès de lui, Meunier, à
qui on ne refuse pas du talent, mais à qui on n'accorde
pas ce degré de franchise & de loyauté qui commande
la confiance. On est sur-tout généralement étonné d'un
M. Hassenfratz, manière de chymiste, introduit au bureau
de la guerre sous le ministre Servan, qui a fait beaucoup
de bons choix, & un beaucoup plus grand nombre d'ex-
cessivement mauvais que Pache auroit dû s'appliquer à
rectifier. M. Hassenfratz, qui veut faire le diogène, s'est
mis en tête que pour séduire le public & pour paroître
un vrai républicain, il falloit tutoyer indistinctement
femmes & hommes, être dur, âpre, rustre, insociable,
& se donner les airs, comme faisoient les commis de
l'ancien régime, de faire attendre, pendant des heures
entières, dans l'anti-chambre de son bureau, des citoyens
qui, en une heure de temps, font plus d'ouvrage pour
la chose publique, qu'il n'en peut péniblement barbouil-
ler dans une matinée ».

» Pache, en outre, a prié son collègue Roland de don-
ner ordre qu'on vendît aux écuries nationales de beaux
mulets provenans de Versailles & plusieurs jeunes che-
vaux entiers. Roland n'a pas manqué de donner l'ordre
malgré la disette des chevaux. Le tout a été vendu à
très-bas prix. Mais ce qui excite le plus d'indignation,
c'est de réfléchir que dans moins d'un mois ces mêmes
animaux seront revendus à la république quarante fois

autant qu'ils ont été achetés, & qu'on fera encore trop heureux de les avoir. Et voilà comme on administre ! & Roland, pour réparer ses sottises, vous proposera des économies de *bouts de chandelle*. Il proposera, par exemple, que dans les écuries de la république, dont tous les préposés sont mal payés, à l'exception de l'administrateur, on supprime les réverbères, que les palefreniers éclairent eux & les écuries à leurs frais. Que n'a-t-il proposé aussi que les palefreniers nourrissent les chevaux à leurs frais » ?

» Cet établissement le plus utile qu'on ait imaginé pour alimenter les armées de chevaux est dans un misérable état. Les écuries en contiennent environ deux cent cinquante, dont tous ne sont pas en état de servir. Elles en contiendroient actuellement vingt mille, si Pache & Roland l'avoient voulu ».

On voit que Dumourier se plaint précisément de ce que Pache fait de mieux, & qu'il ne dit mot de ce qu'il a pu faire de pis. Que penser d'après cela de telles accusations ? que penser d'un homme qui quitte son armée, on ne fait encore pourquoi, qui vient à Paris se plaindre de ce que les bureaux de la guerre sont un club, de ce que Paris est le théâtre des factions ? Lafayette aussi y vint clabauder contre les Jacobins. Que penser d'un homme qui veut faire sauter le ministre ou sauter lui-même, qui ne s'en cache pas, qui le dit publiquement ? Dumourier oublie-t-il que Rochambeau tenoit positivement la même conduite à son égard ? Croit-il, lorsqu'il veut que l'on garantisse toutes les conditions de ses marchés, croit-il que l'on ignore qu'il est tel de ces marchés-là où la république a perdu quinze cent mille livres ?

L'armée, dit-il, manque de tout, parce qu'on a créé un comité des achats, une nouvelle administration. Cela pourroit être, sans qu'on eût pour cela eu tort de la créer. L'ancienne administration, engraisée de la substance du peuple, peut bien sacrifier quelques millions pour se venger de celle-ci, ou dans l'espérance d'entraver sa marche, de la culbuter, s'il est possible, & de se rétablir à sa place. C'est ce qu'il auroit fallu d'abord vouloir examiner ; car de tels moyens coûtent peu à des hommes intègres comme Malus & d'Espagnac.

Dumourier, comme on s'en doute bien, parle de ses victoires, & sur-tout des plaines de Champagne ; mais il voit de terribles tempêtes se former, pour le printemps prochain, dans l'horison politique. Pour nous qui nous rappelons la bassesse de Dumourier à l'égard du roi de Prusse, nous dirons avec L. S. Chenier :

« Les aristocrates, ou plutôt les royalistes qui sont les

aristocrates d'aujourd'hui, devenus plus audacieux que jamais par les derniers efforts des ennemis & par la désorganisation de nos armées, nous menacent comme ils ont fait au printemps passé. J'espère que la campagne prochaine leur rappellera la dernière qu'ils paroissent avoir oubliée, & la fuite honteuse de ces hommes qu'ils nous peignent encore comme des géans, de ces stipendiés de la tyrannie, dont il ne devoit pas rester un seul pour aller chez les leurs porter la nouvelle du plus affreux désastre. L'armée française devoit dévorer cette horde de brigands qui, après la journée du 20 septembre, n'avoient qu'à choisir entre le fer & le feu ».

» Nos généraux en ont disposé autrement. Il sembleroit qu'encore esclaves du plus vil préjugé, ils aient craint de pousser à bout un brigand couronné, & de chasser ses troupes sans artillerie, sans armes ni bagages, de deux villes d'où les soldats de la république, trahis peu de jours auparavant, avoient été forcés de se retirer, emportant à peine leurs vêtemens ».

» On dit qu'on a fait un pont d'or à l'ennemi.... Un pont d'or à l'ennemi poursuivi, battu par-tout ! à l'ennemi exterminé par notre canon & par les maladies ! à l'ennemi dénué de tout ! Certes, si l'on a fait un pont d'or, ce n'est pas à l'ennemi qu'il a été fait ».

Plaise à Dieu que la guerre même ait lieu ce printemps ! car toutes ces préparatifs des puissances qu'on fait sonner si haut, ne sont peut-être qu'un leurre pour nous amener à une transaction funeste à la liberté des autres peuples & à la nôtre. Les meneurs de notre convention, les meneurs de nos armées, pourroient bien, à cet effet, se laisser faire aussi un pont d'or ; mais « l'achèvement de notre révolution dépend de l'anéantissement total de la maison d'Autriche & de Bourbon. Cette année 1793, il faut que cette pépinière de tyrans soit détruite, ou que la France soit exterminée du sein de l'Europe. Il n'y a pas d'autre alternative ».

» Tout accommodement doit être rejeté avec horreur : nous sommes à l'ouvrage, il faut l'achever ou périr. Dussions-nous augmenter notre dette du double, dussions-nous nous ensevelir sous les décombres de la France, jonchée de cadavres, tout est préférable à un accommodement avec les brigands qui ont souillé notre sol, & qu'on tâche encore d'y introduire ».

Dumourier dit que la pierre de touche pour connoître si les généraux sont vertueux, c'est leur sensibilité sur les soupçons d'avarice ou d'ambition : il a fait ce principe-là pour lui, & ce principe est faux ; car on peut voir l'apparence de la vertu dans une sensibilité affectée,

dans une irascibilité naturelle , ou bien dans l'inquiétude très-juste & très-réelle d'un coupable qui paie d'effronterie. Nous croyons que Dumourier est dans l'un de ces trois derniers cas ; c'est à lui de choisir. Ses propositions de retraite , d'ostracisme volontaire après la guerre , d'abdication actuelle , sont bonnes pour amuser les enfans.

Oui , sans doute , il faudroit que beaucoup d'officiers généraux abdiquassent ; mais ils n'en feront rien ; ils ont trop d'avantages à rester , & malheureusement cet axiome antique , appliqué aux monarchies , est vrai pour notre république : *Toutes les folies des rois ce sont les Grecs qui les paient*. Nos soldats souffrent de toutes les sottises des généraux & états-majors , qui ne souffrent point de leurs propres malversations. Luckner a été sur le point de livrer Paris , & on lui permet de se retirer où bon lui semble. Lenglantier , en dépit des ordres de Pache , casse & dissout le bataillon des Brestois , & il en est quitte pour le réorganiser après un décret. On envoie l'argent de la paie comme si les bataillons étoient complets ; les états-majors gardent le surplus sans rendre compte , sans soulager le soldat qui souvent n'a pas de sel pour saler sa soupe. Nos généraux laissent sans exécution le décret du 15 décembre sur les pays conquis ; ils ont apparemment hérité des *veto* du ci-devant ; & comme lui , par cette opposition monstrueuse , ils exposent nos citoyens-soldats à être la victime des aristocrates belges ; ce qui est déjà arrivé plus d'une fois.

Si nous voulons que la république existe , qu'elle triomphe de ses ennemis extérieurs , il faut que les généraux respectent les premiers la souveraineté du peuple & s'y soumettent ; qu'ils obéissent à ses agens supérieurs , comme leurs soldats leur obéissent à eux-mêmes. S'il y a une réforme pressante à faire , elle doit tomber sur nos officiers-généraux , qui la plupart sont toujours des ci-devant ; ensuite on passera à celle des fournisseurs , qui avec le temps sans doute seront mis à la raison par la guilotine.

Quant à l'armée , elle ressemble au peuple ; elle a à se plaindre , & l'on ne peut se plaindre d'elle. Ce que nous devons faire , c'est de lui procurer tous les secours , tous les soulagemens possibles. Sans cette impolitique campagne d'hiver , elle n'auroit pas eu tant de besoins ni tant de maux ; ils diminueront les uns & les autres à l'approche de la belle saison : c'est alors qu'il faudra augmenter le nombre de nos troupes. Voici ce que propose L. S. Chenier.

« 1°. La levée de quatre cent mille hommes bien armés qui seront exercés avec soin dans leurs divers départe-

temens , jusqu'au premier de mars prochain , qui seroit l'époque fixée pour joindre les drapeaux ;

» 2°. La levée de vingt mille hommes de troupes légères à cheval. Je ne cesse de répéter que nous en manquerons ; que cette troupe est très-nombreuse chez l'ennemi , qui a sur nous une supériorité incontestable dans cette arme ; qu'elle est d'une utilité inappréciable , & un grand moyen de succès dans les batailles ;

» 3°. L'augmentation au double de l'artillerie à cheval ;

» 4°. L'augmentation au double de l'artillerie de campagne ; avec ce moyen si destructeur , si terrible dans les mains des Français , il n'y a point de succès à attendre pour leurs ennemis , en quelque nombre qu'ils soient ;

» 5°. La levée de quarante mille chevaux prêts au premier mars prochain , dont seize mille pour les troupes légères , six mille pour la cavalerie , & dix-huit mille pour l'artillerie & autres charrois de l'armée.

» A ces grandes mesures , j'en joins une autre de détail qui n'est pas moins essentielle , & que Pache n'en a pas moins négligée malgré les plaintes répétées & très-bien fondées de tous les volontaires & autres soldats de l'armée.

» Je demande que dans chaque hôpital principal des villes très-voisines de nos armées , il soit entretenu trois litières & dix mulets. Parmi les blessés il y en a souvent qui le sont si grièvement , qu'ils ne peuvent supporter le cahos des voitures , ni le mouvement des chevaux. Chaque litière pourroit , selon le besoin , en transporter plusieurs : c'est autant d'êtres précieux à qui on épargneroit de nouvelles souffrances ».

On nous écrit de Liège que les troupes françaises qui sont dans cette ville , sont logées dans des greniers & mansardes des couvens , sans avoir seulement de paille pour se coucher. Si c'est ainsi qu'on travaille à délasser nos soldats des fatigues de la campagne d'automne , que pouvons-nous attendre au printemps ?

La ville de Versailles continue toujours à donner des preuves de patriotisme ; il n'est point de ville dans la république qui ait perdu autant qu'elle à l'abolition de la royauté , & il en est peu qui aient comme elle cette haine bien prononcée des rois & de la royauté. La société des amis de la liberté & de l'égalité , séante à Versailles , vient de nous envoyer la copie d'une adresse qu'elle fait passer à la convention ; c'est le cri de patriotes ardens qui voudroient faire triompher la cause de la liberté & de la justice. En voici l'extrait :

« Représentans du peuple , vous avez été appelés ; par les assemblées primaires , pour juger *Louis* ; vous avez été convoqués comme un grand juré de jugement. Le peuple vous a revêtus , à cet effet , de sa puissance souveraine , & il a cru la remettre en des mains dignes d'en faire usage. Il ne pourroit la reprendre sans danger , parce qu'il seroit auparavant obligé de déclarer que vous êtes indignes de sa confiance. Or , le silence du peuple entier qui attend votre décision , n'est-il pas une approbation encourageante ? n'est-il pas une véritable sanction ? A-t-il gardé ce silence , cette tranquillité , quand le tyran l'opprimoit , quand il vouloit anéantir la liberté ? N'a-t-il pas fait entendre le bruit de ses armes redoutables , jusqu'à ce que le monstre ait été renversé de son trône ? Son silence est donc la preuve irréfutable de sa volonté suprême.

» Une idée nouvelle , un système incroyable s'est élevé parmi vous , celui de l'appel au peuple. Nous le regardons comme imaginé pour perpétuer l'anarchie , augmenter les malheurs de la révolution , & en dégoûter les âmes foibles. On diroit qu'il est fait exprès pour forcer le peuple à commettre un crime , en faisant justice lui-même. C'est évidemment le royalisme expirant , qui fait son dernier effort , pour entraîner dans sa ruine tout ce qui l'entoure. Quand vous avez aboli la royauté , avez-vous demandé la sanction du peuple ? (Non.) Non , vous avez connu sa volonté & vous avez obéi. Quand vous avez prononcé la peine de mort contre tout Français qui seroit pris les armes à la main contre son pays , avez-vous demandé la sanction du peuple ? (Non.) La justice & la nécessité vous ordonnoient cette loi. Et aujourd'hui , quand tout vous prouve les crimes de *Louis* , vous balancez ? Qui craignez-vous donc ? Les puissances étrangères ? Nos victoires & l'inébranlable résolution du peuple , qui a juré de soutenir la liberté , doivent vous rassurer sur les conséquences de ce jugement & sur les menaces de nos ennemis.

» Pour nous , inspirés par nos sermens , nous vous devons ces vérités & nous vous les disons courageusement. Nous craignons une coalition funeste & terrible , pareille à celle qui corrompt , malgré tout , l'opinion publique au retour de Varennes , qui fit ensuite verser le sang des patriotes au champ de Mars. Nous craignons l'appel au peuple , parce que dans les assemblées primaires on ne manquera pas d'y trouver de nombreux amis du roi , les impudens signataires de sa cause impie ».

L'horoscope

L'horoscope de la République Française.

Le comité d'instruction publique consulte en ce moment l'académie des sciences, pour faire coïncider notre nouveau régime politique avec le système planétaire, & pour nous donner un nouveau calendrier. Déjà les savans calculent, supputent & se mettent à la torture, comme jadis on avoit fait pour accorder ensemble les époques religieuses avec les phénomènes astronomiques; & déjà plusieurs de nos députés semblent craindre les embarras & les suites de cette innovation, comme si la république française devoit craindre d'aborder une réforme que Jules-César & un pape ne craignirent pas d'entreprendre & parachevèrent avec succès.

Mais par la plus heureuse des rencontres, le travail demandé aux astronomes par nos législateurs est déjà tout disposé de lui-même. Ne sommes-nous pas entrés en république le 21 septembre? Or, ce quantième est précisément le point équinoxial de l'automne, désigné par le signe du zodiaque, qui tombe justement à ce mois, c'est-à-dire la balance, symbole de l'égalité. Qui nous empêcheroit donc de commencer désormais nos années par le 21 de septembre? Ce terme, facile à saisir, ne dérange en rien les dates de l'histoire reçues chez les différens peuples, & il n'en résultera point de chaos dans la chronologie ni dans l'ordre civil. Il suffira, pour être de pair avec les époques des autres nations, de soustraire les neuf premiers mois de l'année 1792.

Quel beau sujet d'horoscope pour un astrologue, s'il étoit permis de l'être encore! Heureuse France! s'écrieroit-il, le soleil, au signe de la balance, entroit dans le point équinoxial d'automne, quand tu jurois l'égalité & fondois la république; une concordance parfaite régnoit en ce moment entre le ciel & la terre; c'est sous ces beaux auspices que tu disois anathème à la royauté, & donnois à la liberté, pour force, cette égalité sainte & éternelle, que le soleil, tous les ans à pareille époque, établit entre les jours & les nuits. République des Francs, tes hautes destinées sont donc écrites sur le livre même de la nature? Nation puissante & fortunée par-dessus toutes les autres, tous les ans, à pareil jour, le 21 sep

tembre, tu trouveras le soleil au signe de la balance ! Sans doute aussi que cet astre qui fait les jours & les nuits, & qui deux fois les rend égaux, désormais te retrouvera fidèle, ainsi que lui, aux devoirs & aux droits que tu as juré de remplir & de défendre. Français ! souvenez-vous que votre république a pris naissance sous le signe de l'égalité.

Suite des lettres trouvées chez M. Delaporte, intendant de la liste civile.

Plan d'une constitution libre & heureuse, selon justice, raison & sagesse, trouvé chez M. Delaporte, & corrigé de sa main,

Huitième principe.

* Toute loi proposée par le roi, & qui aura été improuvée, pourra être reproposée jusqu'à trois fois. Si le corps approbatif insiste dans son refus, le roi ne pourra la reproposer sans amendement, qu'à la législature suivante ; & s'il est encore refusé, il n'en parlera plus.

Neuvième principe.

Comme la sagesse humaine & la politique respective des nations exigent & consistent à bien savoir ce qui est du ressort & du droit naturel, ou du droit divin, ou du droit civil, ou du droit politique, on ne permettra jamais, dans la discussion d'un objet du droit civil, ou qui y appartient, de le ramener au droit naturel, & ainsi des autres, à moins que, par une sagesse & ingénieuse combinaison, on ne parvienne, pour le bien de la chose, à faire émaner la loi & du droit naturel & civil, ou, &c.

Dixième principe.

Si un décret est improuvé avec cette remarque, (le roi sera supplié de resoumettre telle loi à sa sagesse) alors le monarque pourra la représenter dans la même session, & si elle est agréée elle aura toute sa puissance de loi.

Onzième principe.

Les décrets proposés par le roi n'auront toute leur énergie qu'autant qu'approuvés par le corps approbatif, & publiquement, ils seront ensuite affichés comme tels.

Douzième principe.

La loi une fois reçue sera portée chez le chancelier, qui y apposera le sceau de la nation, & qui la fera ensuite parvenir, de la part du roi, dans tout l'empire, pour y être lue aux offices divins du dimanche, & y être affichée.

Treizième principe.

Si le roi est mineur, ce sera sous le nom du régent, (au nom de Louis ou de tel autre.)

SECTION TROISIÈME.

Relations du corps approbatif avec le roi.

Premier principe.

Dès que le corps approbatif sera assemblé de la part du roi il enverra au monarque une députation de quarante-cinq membres pour prévenir sa majesté de leur obéissance à ses ordres.

Second principe.

Le roi seul peut ouvrir la première séance & lui donner l'activité. Auparavant, tout assemblé qu'il soit, le corps approbatif n'a aucune puissance. Le roi seul, qui est l'ame ou l'être moral de la nation, le roi seul peut lui donner la vie & la parole active & représentative.

CHAPITRE III.

SECTION PREMIÈRE.

Le pouvoir de la nation.

Premier principe. La nation n'exercera d'autre pouvoir que le pouvoir approbatif ; c'est le seul qui puisse la rendre vraiment puissante, autant qu'il est le seul qu'elle puisse exercer avec sagesse & contentement.

Second principe. Les représentans de la nation, réunis en corps, prendront le nom de corps approbatif national.

Troisième principe. La division du royaume en départemens, districts & cantons est bonne ; le département du Nord, en Bretagne, &c. Ainsi cette nouvelle division de l'empire ne nuira en rien au type géographique de la France.

Quatrième principe. Il n'y aura que quatre-vingt-quatre départemens, & seulement deux districts par départemens.

Cinquième principe. Le nombre des représentans du corps approbatif ne sera que de 745, distribués entre les quatre-vingt-quatre départemens ; & pour éviter l'esprit de cité, on ne dira point le député d'un tel endroit, mais de la nation.

Sixième principe. Le corps approbatif sera renouvelé tous les deux ans, & l'on pourra réélire les mêmes, jusqu'à deux fois.

Septième principe. Le corps approbatif national sera assemblé tous les ans, au moins trois mois, mais pas plus de quatre, ni moins de deux.

Huitième principe. Le roi seul aura le droit de le convoquer & de le dissoudre quand il le jugera nécessaire au bien public ; & il ne sera tenu qu'à la session suivante de déclarer pourquoi il l'a dissout, d'autant qu'il peut y avoir des cas où le roi pourroit, sans nuire à l'intérêt public, communiquer son secret, & dévoiler le mystère de l'état ; car on sent qu'il peut y avoir des occasions où le roi instruit que des ennemis étrangers aient corrompu quelques membres des plus imposans du pouvoir approbatif, il importe de prévenir ou d'empêcher leur réunion, ou de dissoudre l'assemblée pour déconcerter l'intrigue.

SECTION SECONDE.

L'élection des représentans.

Premier principe. Pour élire les représentans du corps approubatif, les assemblées primaires ne se formeront qu'après que l'ordre aura été donné par le roi aux divers départemens, & à huit jours au plus de ce même ordre.

Second principe. Le même jour que cette assemblée primaire sera réunie dans chaque chef-lieu du district, il sera sur le champ procédé au scrutin, après que l'assemblée se sera par acclamation choisi son président, & ses secrétaires & ses scrutateurs.

Troisième principe. Il n'y aura point d'électeurs pour choisir les députés. Ce seront les éligibles eux-mêmes qui les choisiront, en tant que c'est faire plus immédiatement participer les citoyens au choix, & que c'est un grand moyen de déconcerter les cabales.

Quatrième principe. Plus de marc d'argent; mais chaque éligible sera tenu, pour avoir cette qualité, de payer 13 liv. 10 sous environ d'impôts publics.

Citoyen Français.

Cinquième principe. Le second scrutin suffira, & ceux qui à ce second scrutin auront le plus de voix, seront élus.

Sixième principe. Indépendamment du président & des scrutateurs qui seront élus par appel nominatif, chaque scrutateur & le président auront un témoin nommé pour lire avec eux les noms écrits dans les billets.

Septième principe. Dans le cas où le scrutin ne pourroit être dépouillé dans la séance, le reste des billets renfermés dans une boîte bien fermée & à deux clefs, sera déposé au greffe de l'en-droit par huit députés, & sera reprise par eux.

Huitième principe. Toutes les élections populaires seront faites de la sorte, & tout citoyen éligible ou actif pourra être élu pour le corps approubatif.

Neuvième principe. Les ministres & tous les autres agens du pouvoir exécutif, excepté les militaires, les juges, les médecins, ne peuvent être élus qu'autant qu'ils renonceront à leurs places.

Dixième principe. Les fonctions de magistrats & de juges sont incompatibles avec la qualité de représentans du corps approubatif, tant que durera la session.

Onzième principe. Tout citoyen qui sera convaincu d'avoir intrigué, cabalé pour être élu, d'avoir donné à manger, distribué de l'argent, sera condamné à mille écus d'amende, ou emprisonné à défaut pendant un an, & il sera à jamais exclu du droit de citoyen actif.

Nota. Toutes les loix de la section quatrième du chapitre premier de la constitution de l'assemblée nationale nous semblent sages.

Douzième principe. Les pouvoirs des représentans seront toutes les pétitions faites par les citoyens pour être remises au seigneur roi, qui, pour le bonheur & la gloire de la nation, en fera le sujet de ses réflexions & de leur application à la perfection des loix.

CHAPITRE IV.

SECTION PREMIÈRE.

Des qualités pour être citoyens français.

Tous les articles de la section troisième de la constitution de l'assemblée nationale sont bons à ce sujet, si l'on excepte qu'il faut être garde national.

SECTION SECONDE.

Composition des corps administratifs.

Premier principe. Dans chaque département il y aura un commissaire du roi, lequel commissaire portera le nom de commissaire ordonnateur & conservateur des loix. Ses fonctions seront de présider les séances publiques du département, de veiller exactement à ce que chaque département & district exécutent fidèlement les ordres du pouvoir exécutif. Il aura en même-temps la haute police du département, mais il ne portera aucun jugement sans être accompagné de quatre membres au moins dudit département.

Deuxième principe. Dans chaque district le procureur-syndic sera nommé par le roi, & sera appointé de 3000 livres seulement.

Troisième principe. Le roi pourra suspendre & dissoudre même tout département, district & municipalité qui auront prévariqué & désobéi à ses ordres, & le roi ne sera tenu d'en donner connoissance qu'à la troisième législature suivante, dont les passions & les vues ne seront pas les mêmes.

Quatrième principe. Les corps administratifs n'auront pas d'autres juges & d'autres supérieurs que le roi dans tout ce qui concerne l'administration, & le roi ne sera tenu que d'en conférer avec le corps approbatif à la première session.

Cinquième principe. A l'exception du commissaire du roi dans les départements, & de son procureur-syndic dans les districts, tous les membres de ces corps seront élus par les assemblées primaires, & pour huit ans, de la même manière que les élus à l'assemblée approbative.

Sixième principe. Le roi seul pourra annuler les actes indiscrets ou violens des corps administratifs.

Septième principe. Le commissaire-ordonnateur & conservateur des loix pourra provisoirement suspendre tout administrateur ou tout district & département en faute, jusqu'à la réponse du roi.

Huitième principe. L'autorité du commissaire-ordonnateur & du procureur-syndic ne relevant que de celle du roi, nul autre n'a le droit de les attaquer; c'est auprès du prince qu'il faudra se pourvoir, & sa sagesse est trop grande pour autoriser aucun abus de leur part. Au reste, le corps administratif en seroit informé, dans le cas que l'on parviendroit à empêcher que le roi ne fût instruit de leurs déportemens.

Neuvième principe. Défense expresse, tant aux commissaires-ordonnateurs, qu'aux corps administratifs, de s'immiscer en rien de l'administration de la justice distributive, d'en arrêter le cours sous quelque prétexte que ce soit. Le roi lui-même ne peut avoir le droit qui d'un prince bienfaisant en feroit un despote.

Dixième principe. Il n'y aura plus d'électeurs de district & de département; c'est une autre sorte de corps administratif oisif, cabaleur & despote.

CHAPITRE V.

Le pouvoir judiciaire.

SECTION PREMIÈRE.

Premier principe. L'administration de la justice distributive se divisera en deux classes : la première, qui sera la supérieure, s'appellera *Philothémie*, & les membres qui la composeront s'appelleront *Philothémistes*. La seconde classe s'appellera *Sous-Philothémie*, & les membres *Sous-Philothémistes*.

Second principe. Il y aura une philothémie pour trois départemens, & deux en Bretagne, deux en Normandie & deux en Languedoc, à cause de leur étendue, & pour ne pas faire passer ces grandes provinces d'une province à l'autre.

Troisième principe. Les philothémies siégeront dans les capitales & principales des départemens, sur-tout dans celles où il y aura moins de commerce.

Quatrième principe. Les sous-philothémies auront lieu dans toutes les villes dont la population sera depuis six mille cinq cents à dix mille & plus.

Cinquième principe. Les juridictions inférieures, que l'on appellera parthénopies, seront subordonnées aux philothémies seulement, & ne rappelleront qu'à elles. Il y aura une parthénopie dans tous les lieux où la population sera de trois mille âmes à six mille âmes.

Sixième principe. Pour être admis dans la philothémie, il faudra, 1°. être avocat; 2°. avoir exercé comme sous-philothémiste la justice pendant cinq ans au moins dans une parthénopie ou dans une sous-philothémie; 3°. il faudra avoir vingt-huit ans accomplis.

Septième principe. Aucun philothémiste ne sera admis, indépendamment des qualités ci-dessus, qu'il n'ait été élu par les assemblées primaires réunies dans le lieu de la résidence de la philothémie.

Huitième principe. L'élection se fera par une députation des éligibles ou des citoyens actifs, au nombre de deux cent cinquante-sept; & cette députation sera faite par les éligibles de chaque lieu, au scrutin, & selon le nombre qui sera indiqué pour une telle ville, pour un seul canton.

Neuvième principe. Trois mois avant l'élection, les noms de ceux qui se proposeront, seront affichés dans les lieux de leur résidence & dans toute l'étendue de la philothémie, pour être censurés par l'opinion publique, & toute personne sera admise à faire ses observations à leur sujet, sauf à les garantir de leur personne & de leurs biens.

Dixième principe. Au bout de ce temps purificateur, on convoquera la députation chétive, qui, le lendemain du jour à elle assigné par le commissaire-ordonnateur des loix, pour se rendre dans la ville où siége la philothémie, procédera au scrutin, & le dépouillera dans la même séance, dût-elle durer trente-six heures.

Onzième principe. Pour chaque philothémiste à élire, il en sera désigné & retenu quatre, & leurs noms seront envoyés au roi, qui, sur ces quatre, en choisira un, lequel sera inamovible, & recevra un brevet du prince.

Douzième principe. Une fois choisi par le roi, & son brevet

gué du monarque & du chef de la justice, il sera installé par les commissaires-ordonnateurs & conservateurs des loix, accompagnés des corps administratifs & de cent députés de la philothémie, en présence de tous les membres de ladite philothémie.

Troisième principe. L'élection, le mode, le choix du roi seront les mêmes pour les sous-philothémistes & parthénopistes, à l'exception que les noms ne seront affichés que dans l'arrondissement des sous-philothémies & parthénopies, & que ce ne seront que les éligibles de ces mêmes justices inférieures qui les éliront au scrutin, & qui en retiendront quatre pour un à être élu par le roi, qui les brevètera, & qui ordonnera leur installation en la manière ci-dessus, mais par les municipalités des lieux & par des députations des éligibles.

Quatrième principe. Pour être sous-philothémiste ou parthénopiste, il faudra être avocat depuis six ans, & avoir vingt-six ans accomplis au moins.

Quatrième principe. La justice sera rendue *gratis*, & les administrateurs seront salariés par la patrie.

Sixième principe. Indépendamment des conditions précédentes pour être admis aux philothémies, sous-philothémies & parthénopies, il faudra acheter les places que l'on y aura obtenues, & cela de la manière suivante.

Dix-septième principe. Chaque philothémiste, en recevant son brevet, nantira la somme de trente-six mille livres, & l'état lui fera deux mille huit cents livres par an pour le salarier de ses peines.

Le sous-philothémiste ne nantira que six mille francs, & recevra douze cents livres de traitement.

Le parthénopiste nantira quatre mille francs, & recevra huit cents francs (1).

Dix-neuvième principe. Les procureurs-généraux & avocats-généraux seront au nombre de deux de chaque espèce, & élus par la philothémie elle-même, & au scrutin. Leurs places seront *gratis*, & leur traitement de douze mille francs, & salariés par la patrie. Ils auront des brevets du roi.

Vingtième principe. Dans chaque sous-philothémie il y a un procureur du roi & deux avocats-généraux; l'un du roi & son commissaire, & l'autre de la sous-philothémie : leurs places *gratis*, & nommées par la sous-philothémie & au scrutin.

Vingt-unième principe. Dans les parthénopies il n'y aura qu'un procureur du roi, dont l'office sera aussi *gratis*.

Vingt-deuxième principe. Le nombre des membres dans les philothémies sera de quatre-vingt-sept, de treize dans les sous-philothémies, & de sept dans les parthénopies.

Vingt-troisième principe. Les présidens des chambres & le premier président seront élus par les chambres assemblées, & en trois scrutins. On en tiendra quatre, sur lesquels le roi, pour le premier président seulement, en retiendra un qui sera inamovible; les autres présidens seront à la pluralité des suffrages & pour six ans seulement, au bout duquel temps ils pourront être réélus pour

(1) *Note du copiste.* Dans cette page manque à l'original le dix-huitième principe.

trois ans encore ; & si, au bout de ce temps, ils réunissent encore les suffrages, ils le feront à vie ; dans lequel cas, si le premier président venoit à mourir, le roi choisiroit de droit celui d'entre ces hommes estimables qui seroit le plus ancien, pour en faire le premier président.

Vingt-quatrième principe. Tout philothémiste, qui, au bout de quinze ans d'exercice de ses fonctions, ne pourroit plus y vaquer, soit pour cause de maladie, soit pour cause de vieillesse, se retirera avec les deux tiers de ses honoraires, s'il a soixante ans, & avec les honoraires entiers, s'il a soixante-quinze ans.

Vingt-cinquième principe. Les présidens des philothémies, douze cents livres de plus que les sous-philothémistes ; mais ils consigneraient six mille francs de plus. Le premier président paiera sa place soixante mille francs.

Vingt-sixième principe. Les sous-philothémistes qui auront soixante ans, & qui voudront au bout de douze ans d'exercice se retirer, jouiront des trois-quarts de leurs appointemens & du total à soixante-dix ans.

Vingt-septième principe. Les présidens des sous-philothémies seront au nombre de deux, pour six ans seulement ; ils auront trois cent cinquante livres de plus sans financer davantage.

Vingt-huitième principe. Les places de philothémies, de sous-philothémies, de parthénopies, seront vendues par les héritiers de ceux qui les possédoient, & qui auront obtenu l'assentiment public & l'agrément du prince dans les formes ci-dessus. On ne peut plus traiter de vénalité des places qui exigent la réunion des vertus & des talens, & que l'on ne met à prix d'argent que pour en éloigner les cabaleurs, & pour donner une haute rétribution à l'état, & pour faire un sort avantageux à ceux qui auront l'honneur d'en être pourvus. Le gouvernement trouvera dans ce plan une route sûre pour réparer le déficit.

Vingt-neuvième principe. Défense expresse aux membres des philothémies & autres justices inférieures, de s'immiscer en rien dans les affaires des corps administratifs, la loi voulant & ordonnant que ces cours n'exercent jamais d'autre pouvoir que celui, bien important, de juger les causes civiles & criminelles de l'état, & selon les loix, purement & simplement : la même loi leur ôte également tout enregistrement & toutes représentations au roi, au sujet de l'administration, d'autant que les philothémies seront toujours très-fort les amies du peuple, quand elles administreront sagement & exactement la justice.

Trentième principe. Les greffiers seront choisis par les philothémies, sous-philothémies & parthénopies, & à la pluralité des voix & au scrutin. On en retiendra deux, qui seront envoyés au roi, qui en élira un qu'il brévettera, moyennant cent mille livres pour le premier greffier, & vingt-cinq mille pour les autres dans les philothémies. Pour les sous-philothémies, les mêmes places ne coûteront que quinze mille livres pour le premier, & six mille pour les autres, & seront retenus par les membres des sous-philothémies, & choisis par le roi & brévetés. Dans les parthénopies, de même ; mais la finance de ces mêmes places ne sera que de cinq mille livres pour le premier, & de trois mille livres pour le second ; s'il y en a un, le produit de ces charges sera de sept mille livres pour le greffier en chef des philothémies, de trois mille

mille livres pour les seconds, de huit cent cinquante livres à mille livres pour les premiers des sous-philothémies, de six cents livres pour les seconds, & autant pour les parthénopies.

Trente-deuxième principe. Les huissiers se pourvoiront aussi chez le roi, après avoir obtenu le suffrage des philothémies & autres justices, selon qu'ils désireront être dans l'une ou l'autre de ces cours. Le premier huissier foldera pour les philothémies trente mille livres, & en retirera quatre mille francs; les autres huit mille francs, & en retireront seize cents livres.

Dans les sous-philothémies, le premier huissier foldera dix mille livres, & en retirera le revenu de dix-sept cents livres. Les autres ne paieront leurs charges que mille écus, & en retireront cinq cent cinquante livres de l'état, sans parler de leurs vacations, bien entendu lesquelles seront déterminées dans les réglemens.

Dans les parthénopies, tous les huissiers seront égaux, & leurs charges ne coûteront que douze cents livres, & leur vaudront cent cinquante livres fixes.

Trente-troisième principe. Les cours de justice ne vaqueront que deux fois par an, à Pâques pendant quinze jours, & au premier octobre pendant un mois; mais il y aura toujours une chambre ou un comité pour les affaires criminelles. Les séances seront au nombre de quatre au moins par semaine.

Trente-quatrième principe. Le pouvoir judiciaire ne sera, dans aucun cas, exercé par le roi ni par ses agens, quels qu'ils soient.

Trente-cinquième principe. Veut la loi que hors les momens où les juges siégeront, ils soient considérés en raison de leur bonne conduite, &c., & que, lorsqu'ils siégeront, ils soient respectés à ce point, que quiconque leur manqueroit dans ces momens, soit sur le champ appréhendé & emprisonné, & plus si le cas l'exige.

Trente-sixième principe. Tout juge qui en jugeant aura montré de la partialité, de la passion, sera récusé sur le champ, ainsi que si dans la société il avoit menacé de faire perdre un procès.

Trente-septième principe. Tout juge qui sera convaincu de s'être laissé corrompre, sera pour jamais exclu de la sublime qualité de juge. Si par ignorance ou par passion il a mal jugé, il pourra être pris à partie.

Trente-huitième principe. L'on appellera des tribunaux inférieurs aux philothémies, qui expédieront les affaires le plus tôt que faire se pourra. On ne pourra pas appeler deux fois de la même cause aux philothémies, & l'on n'aura plus de recours qu'au grand conseil, à moins d'un ordre exprès du roi, qui enjoigne à la philothémie une telle de revoir une telle affaire dans la plus scrupuleuse attention.

Trente-neuvième principe. Il n'y aura lieu à appel que lorsque le chancelier l'aura décidé, & le magistrat sera journellement aidé dans ces pénibles fonctions par six membres du grand conseil, qui changeront tous les ans.

SECTION SECONDE.

Premier principe. Le grand conseil sera composé du chancelier, du garde des sceaux & de cinquante membres, dont six pairs de France instruits des loix & tous élus par le roi, après une élection faite de ces membres, au scrutin, & envoyée par toutes les

N^o. 183. Tome 15.

F

philothémies du royaume. Sur cinq sujets présentés pour chaque membre, le roi en retiendra un.

Deuxième principe. Le grand conseil jugera sans appel de toutes les causes portées à son tribunal, ainsi que des crimes de lèse-majesté, de lèse-nation, lesquels seront bien positivement désignés par la loi, pour qu'il n'y ait jamais rien d'arbitraire dans les jugemens.

Troisième principe. Toutes les places du grand conseil sont & seront purement honorifiques, sans finance & sans appointemens. Ce sera le triomphe des vertus & des hauts talens dans la magistrature.

SECTION TROISIÈME.

Les juges de paix.

Premier principe. Il y en aura dans toutes les villes & dans tous les cantons, un par six mille ames de population, lequel élu par les communes & au scrutin, n'aura que douze cents livres d'appointemens. Le juge qui sera en place pour trois ans, pourra être réélu une seconde fois pour quatre ans; & s'il l'étoit une troisième fois, il le seroit pour la vie, à moins qu'il ne prévariquât.

Deuxième principe. Il pourra juger depuis 20 sous jusqu'à 100 francs en définitif. Depuis 100 francs on appellera aux sous-philothémies, &c.

Troisième principe. Le juge de paix aura au moins deux adjoints, choisis comme lui au scrutin & par les communes.

Quatrième principe. Si les juges de paix étoient convaincus d'avarice ou de passions honteuses, ils seront exclus à jamais de toutes fonctions civiles.

Cinquième principe. On établira dans toutes les villes & dans tous les cantons un tribunal d'arbitres, dont les fonctions seront de concilier les affaires à l'amiable, sur-tout celles des familles; & l'on peut, ainsi qu'au sujet des juges de paix, suivre les institutions de l'assemblée nationale, qui a suivi la sagesse des Grecs sur ce point.

APPENDICE A L'ORDRE JUDICIAIRE.

Premier principe. Tout homme qui s'en croira capable pourra plaider sa cause lui-même, ou la faire plaider par tout autre en qui il aura confiance, qu'il soit avocat ou non, procureur ou non.

Deuxième principe. Les avocats ne pourront, pour un jour de vacation, exiger plus de 15 livres, & les procureurs plus de 9.

Troisième principe. Quant aux talens de l'avocat, quant à ce qui regarde les mémoires qu'il peut faire pour ses parties, la loi ne peut en connoître, ni fixer leurs honoraires à ce sujet; mais en permettant à tout le monde de plaider pour soi, c'est remédier suffisamment aux abus de ce genre.

Quatrième principe. Les charges de procureurs, dans les philothémies, seront de 12,000 livres pour la finance, de 900 livres de fixe, & brevetés du roi, après avoir été élus par les membres réunis des philothémies, qui ne procéderont au scrutin que lorsqu'elles auront ordonné que les noms des concurrens soient pen-

tant un mois exposés à la censure publique dans toute la philothémie.

Cinquième principe. Les mêmes précautions seront prises dans les sous-philothémies & parthénopies. Dans les premières, la finance des charges sera de 8,000 livres, & de 4,000 livres dans les secondes. Le produit, pour les premières, sera de 800 livres, & de 400 livres pour les secondes.

La suite à l'ordinaire prochain.

CONVENTION NATIONALE

Séance du samedi 5 janvier 1793.

Il a été fait lecture d'une lettre d'un officier français qui rend compte des traitemens barbares qu'on fait souffrir aux Français prisonniers chez les Autrichiens ; à peine leur donne-t-on à manger, & plusieurs sont maltraités à coups de bâton. La convention a décrété l'impression & l'envoi de cette lettre aux armées, en chargeant son comité diplomatique d'un prompt rapport sur cet objet.

Les défenseurs de Louis XVI ont fait parvenir à l'assemblée une explication sur l'inculpation faite à Louis d'avoir envoyé & entretenu un agent secret (Heymann) auprès du roi de Prusse. Les défenseurs prétendent que cet officier n'étoit là que par les ordres particuliers de Bouillé. L'assemblée a ordonné l'impression de la note explicative.

La municipalité de Paris a paru à la barre conformément au décret qui l'y appeloit le 5 de ce mois. Le substitut du procureur de la commune, Réal, a eu la parole, il a rendu compte de l'état de Paris, il a fait le tableau moral de cette ville ; nous ne le suivrons pas dans ces détails, donc nous avons parlé ailleurs ; la convention a décrété l'impression de ce rapport de la municipalité.

Le ministre de la guerre a instruit l'assemblée qu'un incendie avoit éclaté dans le camp de Meaux. Heureusement personne n'y a perdu la vie.

Dimanche 6. Manuel a fait lecture d'une adresse du département du Finistère, signée des président, vice-pré-

sident , procureur-syndic & 23 administrateurs , qui demandent que la convention chasse de son sein les Marat , les Chabot , les Merlin , les Robespierre , les Bazire , &c. comme des scélérats indignes de siéger parmi les représentans du peuple. Merat a demandé le renvoi de cette adresse au boudoir de madame Roland. Un instant après il a été fait lecture d'une lettre du directoire de département du Pas-de-Calais , qui dénonce celui du Finistère pour l'avoir invité à envoyer une force armée à Paris , afin d'y contenir les factieux & les agitateurs. L'assemblée n'a rien prononcé.

Un membre a présenté la liste des départemens frontières qui doivent rester en permanence ; un autre membre en a pris occasion pour demander que tous les conseils généraux de l'intérieur cessent d'être permanens ; cette motion a été vivement combattue par Marat & Thuriot ; ce dernier demandoit l'ajournement. Par deux fois l'assemblée est consultée sur l'ajournement , & le président déclare qu'il est rejeté ; au travers les débats de cette discussion , un membre a proposé de ne rien prononcer sur cette question avant d'avoir entendu le compte que les ministres devoient rendre en ce jour de l'état de la république ; cette motion a été adoptée au milieu du tumulte. Robespierre demandoit la parole avec ardeur ; Barrère , président , l'a rappelé à l'ordre ; Robespierre ne s'en est pas moins expliqué.

Roland a eu la parole : comme il alloit parler , on lui a demandé si le compte qu'il alloit rendre étoit un compte général au nom du conseil exécutif , ou seulement un compte particulier du département de l'intérieur ; le compte de Roland n'étant que particulier , & le décret de la convention ne se trouvant point exécuté , il a été accordé aux ministres quatre jours pour se conformer au décret.

Lundi 7. Les magistrats de Francfort ont écrit à la convention pour désavouer les atrocités commises dans cette ville sur les soldats français.

Le ministre des affaires étrangères a fait savoir que le contre-amiral Latouche avoit obtenu du roi de Naples une pleine réparation de l'insulte faite au citoyen Semonville par l'ambassadeur napolitain auprès de la Porte Ottomane.

Dumourier a envoyé à la convention un mémoire sur

la campagne prochaine ; il a été renvoyé au comité de défense générale.

Plusieurs membres ont dénoncé le comité de sûreté générale , comme ayant porté des attentats à la liberté individuelle. D'après ces dénonciations , il a été décrété , 1°. que le comité de sûreté générale ne pourroit délivrer de mandat d'arrêt que d'après une délibération prise & signée par 18 membres ; 2°. que le comité rendroit compte tous les huit jours du nombre des personnes arrêtées dans le cas où leur détention dureroit encore.

Salle , au nom de Charles Vilette , a fait lecture d'une citation qui lui a été signifiée à la requête du procureur de la commune de comparoître au tribunal de police municipale , pour avoir fait insérer le 27 décembre dans la Chronique une lettre anti-civique ; comme nous avons dans ce numéro rendu compte au long de cette affaire , nous rapportons simplement ici le décret ; savoir , 1°. que la citation signifiée à Charles Vilette est cassée ; 2°. que le comité de législation fera incessamment un rapport sur cet objet ; 3°. que le procureur de la commune viendra , séance tenante , rendre compte de sa conduite.

On a lu une lettre de Valence qui annonce qu'un corps de troupes françaises envoyé dans le Luxembourg s'est emparé d'une somme de 200,000 liv. qui ont été versées au trésor de la république.

L'ordre du jour a appelé la discussion sur Louis Capet. La discussion sur ce procès a été fermée par un décret , & la prononciation ajournée à huitaine. Les membres inscrits pour la parole feront , pendant ce délai , imprimer leur opinion.

On a lu la notice de plusieurs adresses patriotiques. A paru ensuite à la barre le procureur de la commune qui étoit mandé par un décret ; comme nous avons rendu compte au long des réponses de Chaumet dans ce numéro , nous nous bornerons à dire ici qu'il a attelé qu'un mal-entendu étoit la cause de ce qui étoit arrivé à Charles Vilette. Quelques débats se sont élevés sur l'admission du procureur de la commune aux honneurs de la séance ; ils ne lui ont point été accordés.

Un secrétaire a fait lecture d'une adresse des habitans de Nantes , qui se plaignent que la convention est influencée par les tribunes , & que le peuple de Paris at-

tente journellement à la souveraineté nationale. L'assemblée a passé à l'ordre du jour.

Une autre des Bouches du Rhône a été lue ; elle demande énergiquement que la convention juge Louis Capet. La mention honorable & l'envoi aux départemens ont été décrétés.

Mardi 8. Après quelques débats sur des objets d'un intérêt particulier, quatre députés de la société patriotique de Bruges ont été admis à la barre ; ils ont demandé, au nom de leurs concitoyens, l'exécution du décret du 15 décembre qui les concerne, & la réunion de la Flandre à la France, comme quatre-vingt-cinquième département. D'assez longs débats se sont engagés sur l'une & l'autre demande ; l'assemblée les a renvoyées au comité diplomatique.

Le vice-amiral Girardin, amené de Saint-Domingue ; a paru à la barre ; il a été interrogé par le président, & a répondu à ses diverses questions : après quoi il a été reconduit aux prisons de l'Abbaye.

Mercredi 9. On a lu une lettre du ministre Roland, qui se décharge de toute solidarité pour les faits des autres ministres ; qui annonce que malgré les inculpations qu'on multiplie contre lui, il restera au ministère par amour du bien public. On a ordonné l'impression de cette lettre.

Une autre lettre, signée de tous les ministres, a été lue ; ils exposent que le compte général demandé par la convention ne peut être rendu avant le premier février prochain : mais que chaque ministre est prêt à rendre son compte particulier sous sa responsabilité personnelle. « Il est décrété que les ministres de l'intérieur, des contributions & de la justice feront imprimer leur compte, qui sera ensuite distribué aux membres de la convention ; & les ministres des affaires étrangères, de la guerre & de la marine, rendront leurs comptes au comité de défense générale, & le conseil exécutif présentera le tableau général au premier février prochain ».

Roland a annoncé que l'arrestation des deux cargaisons de bled par l'ordre du gouvernement anglais étoit motivée sur l'inobservation d'une loi qui exige des cautions de la part des négocians en cas d'observation.

Manuel a donné lecture d'une lettre des commissaires au Mont Blanc, qui annoncent que le roi de Sardaigne

remplit le Piémont de soldats , & fait de grands préparatifs pour le printemps prochain ; que la garde nationale manque de fusils & de modèles pour en faire ; qu'au reste on peut compter sur son courage , mais qu'il faut sur-tout compléter l'armée de Kellermann , laissée par Montesquiou dans un dénûment total. Renvoyé au pouvoir exécutif.

A cette lettre en a succédé une des commissaires au département de la Meurthe , du Bas-Rhin & de la Moselle ; ils se plaignent du défaut de subsistances dans ces contrées , de la rentrée des émigrés , malgré la vigilance des administrations , & des manœuvres des prêtres réfractaires. Renvoyé au comité.

Après avoir entendu le rapport de Malarmé , au nom du comité des finances , la convention a décrété ce qui suit : 1°. Dans la ville de Paris , les propriétaires des billets de parchemin & de la maison de secours , seront venus de les déposer au comité de leur section , le 15 de ce mois , moyennant un récépissé. 2°. Dans le département de Paris , les citoyens remettront leurs billets dans le même délai à leur municipalité. 3°. Les citoyens des départemens remettront à leur district les billets de parchemin & de la maison de secours huit jours après la publication de la présente loi , & il leur en sera délivré un reçu. 4°. Chacun des propriétaires desdits billets sera tenu de les signer ; & dans le cas où l'on ne sauroit pas signer , le commissaire de la section , de la municipalité ou du district sera tenu d'inscrire le nom du déposant & sa présence. 5°. Les délais expirés , les propriétaires qui n'auront pas fait le dépôt seront privés du remboursement. 6°. Dans les 24 heures après l'expiration des délais , les directeurs de district enverront l'état du montant des billets déposés aux directoires du département. 7°. Les directoires de département enverront ces états au ministre de l'intérieur. 8°. En attendant qu'il soit statué définitivement sur cet objet , il sera mis à la disposition du ministre de l'intérieur une somme de 500 mille livres , qui sera donnée , à titre d'avance , au directoire du département de Paris pour le remboursement des billets de parchemin & de la maison de secours.

Garat , ministre de la justice , a rendu compte des motifs de l'arrestation des sieurs Gauthier & Lafage ; nous en avons parlé dans ce numéro , ainsi que des idées qu'il

à données sur la liberté de la presse. L'impression du compte de Garat a été ordonnée, ainsi que le renvoi aux comités de constitution & de législation.

Un membre du comité militaire a fait adopter un décret dont la disposition fondamentale est que les volontaires nationaux malades, qui auront besoin de l'air natal pour rétablir leur santé, ne pourront quitter l'armée qu'en présentant un certificat signé de deux médecins.

Jeudi 10. Carra a présenté, au nom des comités de la guerre & des finances, un projet portant établissement d'une manufacture nationale d'armes; la convention en a ordonné l'impression & l'ajournement. Il sera en outre examiné par le comité s'il n'est pas plus avantageux de supprimer toutes les manufactures nationales d'armes.

Cambon a obtenu la parole pour un rapport sur les finances; il en a présenté le tableau, moins satisfaisant ce mois-ci que les derniers, puisqu'au lieu de 48 millions, recette ordinaire du mois, il n'en a été versé à la caisse des contributions que 39; il y a donc un déficit de neuf millions. D'un autre côté, les dépenses extraordinaires se sont montées, le mois dernier, à cent cinquante-six millions, qui, joints au déficit des dépenses ordinaires, forment un déficit total de cent soixante millions six cent mille livres, qu'il est nécessaire de rétablir dans la caisse de la trésorerie nationale. La convention en a décrété le versement.

Cambon a proposé comme mesure indispensable la création de nouveaux assignats, dont il a assuré qu'il restoit pour gage une hypothèque de 2 milliards tant en fonds nationaux qu'en biens d'émigrés. La convention a décrété que le commissaire général à la liquidation, les commissaires de la trésorerie nationale & les directeurs de l'administration des domaines nationaux présenteront l'état de la dette & des finances de la république.

Laya a fait hommage à la convention de sa pièce de *l'Ami des loix*. La mention honorable n'a point été décrétée; & il a été décrété, sur la motion de Prieur, que désormais on ne mentionneroit honorablement aucun des ouvrages offerts à l'assemblée.

Ce 12 janvier 1793, l'an second de la république.
PRUDHOMME, électeur de 1792.